



Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 3^e vague

Rapport final

Produit pour Élections Canada

Nom du fournisseur : Léger Marketing Inc.
Numéro du contrat : 05005-221079/001/CY
Valeur du contrat : 81 622,16 \$ (TVH comprise)
Date d'attribution du contrat : 2022-02-24
Date de livraison : 2023-03-31

Numéro d'enregistrement : POR 127-21

Pour en savoir plus sur ce rapport, veuillez communiquer avec Élections Canada à rop-por@elections.ca.

This report is also available in English.

Ce rapport d'étude d'opinion publique présente les résultats de la troisième vague d'un sondage en ligne réalisé par Léger Marketing Inc. pour le compte d'Élections Canada. L'étude de recherche quantitative a été réalisée auprès de 2 505 électeurs de différentes régions du Canada entre le 1^{er} et le 7 mars 2023.

This report is also available in English, under the title *Public Opinion Research Study on Electoral Matters – Wave 3*.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable auprès d'Élections Canada. Pour en savoir plus sur ce rapport, écrivez à rop-por@elections.ca.

Élections Canada
30, rue Victoria
Gatineau (Québec)
K1A 0M6

Numéro de catalogue

SE3-121/3-2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN)

978-0-660-49980-2

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 127-21)

Numéro de catalogue : SE3-121/3-2023E-PDF (Rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-49979-6

© Directeur général des élections du Canada, 2023.

Table des matières

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 3 ^e vague | 1 |
| Table des matières | 3 |
| Sommaire | 4 |
| Contexte et objectifs | 4 |
| Méthodologie..... | 5 |
| Synthèse des constats..... | 5 |
| Remarques sur l'interprétation des résultats | 7 |
| Énoncé de neutralité politique et coordonnées | 8 |
| Résultats détaillés du sondage | 9 |
| Principales sources de nouvelles | 9 |
| Région sur laquelle portent les sources de nouvelles..... | 11 |
| Intérêt pour la politique..... | 13 |
| Connaissance des compétences provinciales | 14 |
| Connaissance des compétences fédérales | 16 |
| Confiance dans les institutions canadiennes | 17 |
| Opinion sur l'équité des élections fédérales..... | 20 |
| Raisons de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable..... | 22 |
| Confiance relative aux changements électoraux..... | 24 |
| Entrave au processus électoral | 27 |
| Opinion sur l'intégrité du système électoral au Canada..... | 30 |
| Opinion sur l'intégrité du vote par la poste au Canada | 32 |
| Types de fraude électorale | 33 |
| Efficacité politique | 37 |
| Polarisation affective | 40 |
| Confiance envers les gens..... | 42 |
| Croyances conspirationnistes liées au gouvernement | 44 |
| Annexe | 48 |
| A.1 Méthodologie quantitative..... | 48 |
| A.2 Questionnaire | 54 |

Sommaire

Léger est heureux de présenter à Élections Canada les constats de la troisième vague du sondage quantitatif de suivi visant à mieux comprendre les électeurs canadiens des différentes régions. Le rapport a été préparé par Léger Marketing Inc. dans le cadre d'un mandat qui lui a été confié par Élections Canada (numéro de contrat 05005-221079/001/CY attribué le 24 février 2022).

Contexte et objectifs

Conformément à son mandat, Élections Canada (EC) doit toujours être prêt à organiser une élection, même lors de circonstances exceptionnelles telles qu'une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence.

EC souhaitait jauger l'opinion publique au sujet de différentes questions liées aux élections, à différents moments entre des élections.

Le présent rapport contient les résultats de la troisième vague du sondage à propos de questions liées aux élections, menée auprès de 2 505 Canadiens entre le 1^{er} et le 7 mars 2023. La première vague de cette étude, menée en avril 2021¹, sert de point de référence pour mesurer et repérer les tendances ou les changements significatifs dans l'opinion et l'attitude des électeurs canadiens au fil des vagues de sondage; jusqu'à cinq vagues pourraient être réalisées au cours de cette étude jusqu'en 2023-2024. La deuxième vague a été menée en avril 2022².

Le projet a entre autres pour but de mieux comprendre :

- a) l'opinion des électeurs sur des problèmes émergents relatifs à l'administration d'une élection;
- b) la confiance des électeurs dans l'administration électorale et les autres institutions nationales;
- c) les sources des électeurs pour s'informer sur les élections et le processus électoral.

Plus précisément, EC veut suivre toute variation significative dans ces mesures au fil du temps. D'autres questions sont posées pour aider EC à mieux comprendre quels autres facteurs internes ou externes influencent la confiance des électeurs dans l'administration électorale de manière générale.

Utilisation prévue

L'information contenue dans les rapports de recherche aidera EC à planifier ses communications stratégiques et à orienter ses politiques, programmes et services.

Les prochaines vagues de sondage serviront à suivre l'évolution de ces mesures au fil du temps.

¹ Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 1^{re} vague – Élections Canada](#).

² Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 2^e vague – Élections Canada](#).

Méthodologie

L'étude d'opinion publique a été réalisée au moyen de sondages en ligne à l'aide d'un système d'entrevue Web assistée par ordinateur. La troisième vague du sondage s'est déroulée entre le 1^{er} et le 7 mars 2023. Au total, ont été sondés 2 505 électeurs canadiens (à savoir des citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment du sondage) dont le profil démographique est représentatif de la population canadienne. L'échantillonnage s'est fait de façon aléatoire à partir du panel LEO de Léger. Le taux de participation était de 12,4 %.

Le questionnaire était constitué principalement des questions posées lors de la deuxième vague menée en avril et en mai 2022; des questions ont été ajoutées ou retranchées afin de tenir compte des besoins changeants de l'étude d'une vague à l'autre.

Les données pour chaque région ont été pondérées selon le genre et l'âge en fonction des données du dernier recensement canadien pour que l'échantillon soit le plus représentatif possible, tant pour chaque région que globalement. Le poids de chaque région a été ajusté pour qu'il corresponde à son poids réel dans la répartition de la population canadienne. Les facteurs de pondération sont présentés en détail à l'annexe A.

Un essai préliminaire a été réalisé auprès de 89 personnes avant le lancement du sondage pour valider la programmation du questionnaire en français et en anglais.

Léger applique les lignes directrices les plus rigoureuses en matière de recherche quantitative. Le sondage a été réalisé dans le respect des normes du gouvernement du Canada pour la recherche sur l'opinion publique applicables aux sondages en ligne.

La méthodologie complète est présentée à l'annexe A.

Synthèse des constats

- Les principales sources de nouvelles n'ont pas changé entre avril 2022 et mars 2023 : la télévision occupe la première place (32 %), suivie des sites Web ou applications en ligne d'actualités (26 %), puis des publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (16 %).
- La grande majorité des électeurs (81 %) a déclaré voir assez souvent ou très souvent des nouvelles sur la politique canadienne; 1 répondant sur 10 (11 %) a affirmé voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée.
- En mars 2023, EC arrivait en seconde place derrière la police quant à la confiance des électeurs dans les institutions : 7 électeurs sur 10 (70 %) ont dit faire assez ou beaucoup confiance à EC, comparativement à 72 % dans le cas de la police. Dans les sondages précédents, la confiance en EC était légèrement supérieure à celle accordée à la police. Elle a diminué de quatre points depuis avril 2022 (74 %) et de huit points depuis avril 2021 (78 %), mais elle demeure supérieure à la confiance accordée aux autres institutions mesurées, y compris aux gouvernements fédéral (53 %) et provincial (52 %).

- De façon générale, la grande majorité des électeurs (78 %) croyait en mars 2023 qu'EC gérait les élections fédérales de façon équitable, mais cette proportion a diminué significativement depuis avril 2022 (81 %), poursuivant une lente baisse observée depuis avril 2021.
- Les raisons de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable sont assez semblables à celles d'avril 2022, sauf quelques différences notables. L'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (18 %) et une perception que la distribution régionale des sièges est inéquitable (8 %) demeurent les deux principales raisons. Viennent ensuite les préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (7 %), lesquelles constituent un nouveau constat en mars 2023. Toutefois, l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections est mentionnée significativement plus souvent depuis avril 2022 (passant de 11 % à 18 %), tandis que la distribution régionale inéquitable des sièges est mentionnée significativement moins (passant de 16 % à 8 %).
- Près des trois quarts des électeurs (73 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que si EC propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, ce serait probablement dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens. Près des deux tiers des répondants (65 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que le gouvernement de manière plus générale proposerait des changements pour les mêmes raisons. Ces résultats n'ont guère varié depuis avril 2022.
- La diffusion de fausses informations en ligne est toujours perçue par une grande proportion d'électeurs (76 %) comme un type d'entrave au processus électoral pouvant avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale, une proportion semblable à celle d'avril 2022 (77 %). De même, la perception de l'impact d'autres types d'entrave n'a pas changé entre avril 2022 et mars 2023 : la deuxième plus grande proportion d'électeurs estimait que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact (66 %), suivie de près par les électeurs qui croyaient que les pays ou les groupes étrangers utilisant les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact (65 %) et par ceux d'avis que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact (62 %).
- Le vote par la poste au Canada est toujours perçu comme étant moins sûr et moins fiable comparativement au système électoral en général (42 % par rapport à 61 %). Le vote en général et le vote par la poste sont perçus comme étant sûrs et fiables par de plus petites proportions d'électeurs en mars 2023 qu'en avril 2022. Réciproquement, des proportions notables de répondants sont d'avis que le système de vote en général est vulnérable à la fraude (27 % par rapport à 21 % en avril 2022) et que le vote par la poste est vulnérable à la fraude (41 % par rapport à 35 % en avril 2022); la tendance observée depuis avril 2021 se poursuit.
- De manière semblable à avril 2022, la plus grande proportion d'électeurs (42 %) croyait en mars 2023 qu'une personne qui se fait passer pour une autre est un type de fraude électorale qui se produit souvent ou parfois dans les élections fédérales canadiennes; la deuxième plus grande proportion d'électeurs (36 %) citait comme type de fraude une personne qui vote sans être citoyenne canadienne. Environ 3 électeurs sur 10 étaient d'avis qu'une personne qui vote plus d'une

fois (33 %) et qu'une personne qui vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils aient été déposés dans l'urne (29 %) sont aussi des types de fraude se produisant souvent ou parfois. Ces résultats n'ont guère varié depuis avril 2022.

- Les deux tiers des répondants (65 %) étaient d'accord avec l'énoncé suivant : « Je ne pense pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que des gens comme moi pensent. » Environ la moitié des répondants (51 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que la politique et le gouvernement semblent si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas comprendre ce qui se passe. Quatre répondants sur 10 (40 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix. Bien que les résultats pour les deux premiers énoncés n'aient guère varié entre avril 2022 et mars 2023, une proportion plus faible d'électeurs croyait que tous les partis politiques sont du pareil au même (40 % par rapport à 43 % en avril 2022).
- Près de la moitié des électeurs (48 %) ne se sentent pas polarisés quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens : ils ne trouvent pas qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique ni qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. En revanche, 14 % des électeurs se sentent fortement polarisés : ils trouvent qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique dans une mesure modérée ou une large mesure et qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. Plus du tiers des électeurs (38 %) se sentent plutôt polarisés, se situant entre les deux groupes. Globalement, le sentiment de polarisation des répondants était plus souvent fondé sur une affinité pour les gens avec qui ils sont d'accord sur la politique que sur une aversion pour ceux avec qui ils sont en désaccord : 49 % des répondants sont d'avis, dans une mesure modérée ou une large mesure, qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique, et 38 % trouvent qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux sur la politique.
- Les proportions de personnes qui acceptaient en mars 2023 la véracité de diverses théories conspirationnistes générales liées au gouvernement n'ont pas changé par rapport à avril 2022, mais la proportion de personnes croyant qu'il était tout à fait faux que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme a diminué significativement (passant de 50 % à 45 %). La théorie voulant que certains événements importants soient le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux demeurait la plus acceptée. En effet, 4 personnes sur 10 (42 %) affirmaient que cela était tout à fait ou probablement vrai (un résultat semblable aux 41 % d'avril 2022).

Remarques sur l'interprétation des résultats

Les observations et les points de vue figurant dans le présent document ne reflètent pas ceux d'EC. Le présent rapport a été préparé par Léger d'après la recherche menée précisément pour ce projet. Cette recherche n'est pas probabiliste : les résultats ne peuvent servir à déterminer les résultats pour l'ensemble de la population canadienne.

Comme un échantillon provenant d'un panel en ligne n'est pas probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur liée à l'échantillonnage pour ce sondage. Les répondants ont été choisis parmi les personnes qui se sont portées volontaires / se sont inscrites pour participer à des sondages en ligne. Il est statistiquement impossible d'extrapoler les résultats de tels sondages à la population cible. Les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique de la population cible.

Les résultats de ce sondage ne peuvent être comparés à ceux d'autres sondages d'EC menés auprès des électeurs durant l'élection générale fédérale tenue le 20 septembre 2021, en raison de différences sur les plans du modèle et de la méthodologie.

Sauf indication contraire, tous les résultats sont exprimés en pourcentage. Les pourcentages ne totalisent pas toujours 100, du fait qu'ils sont parfois arrondis ou qu'ils peuvent comprendre des mentions multiples. Lorsque possible, des comparaisons avec des résultats provenant de la vague précédente du sondage sont présentées. En ce qui a trait aux graphiques, les bases rapportées correspondent à la base des répondants de la plus récente vague du sondage (celle de mars 2023 pour le présent rapport).

Les écarts entre les sous-groupes sont rapportés lorsqu'ils sont statistiquement significatifs (niveau de confiance de 95 %) et sont rapportés uniquement pour la plus récente vague. Quand on rapporte qu'un sous-groupe est plus ou moins susceptible d'avoir fourni une réponse donnée, cela signifie que le résultat de ce sous-groupe est significativement différent du résultat des autres sous-groupes réunis. Par exemple, si les répondants âgés de 18 à 24 ans étaient plus susceptibles d'avoir fourni une réponse donnée, c'est en comparaison avec les résultats de tous les autres répondants, de 25 ans et plus. Soulignons que les mots « significatif » et « significativement » employés dans le rapport renvoient à la signification statistique plutôt qu'à l'ampleur. Enfin, sauf indication contraire, les répondants sont appelés « électeurs ».

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Léger certifie que les produits livrables respectent en tous points les exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique énoncées dans la *Politique sur les communications et l'image de marque* et la *Directive sur la gestion des communications*.

Plus précisément, les produits livrables ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Signé :

Christian Bourque, chercheur principal

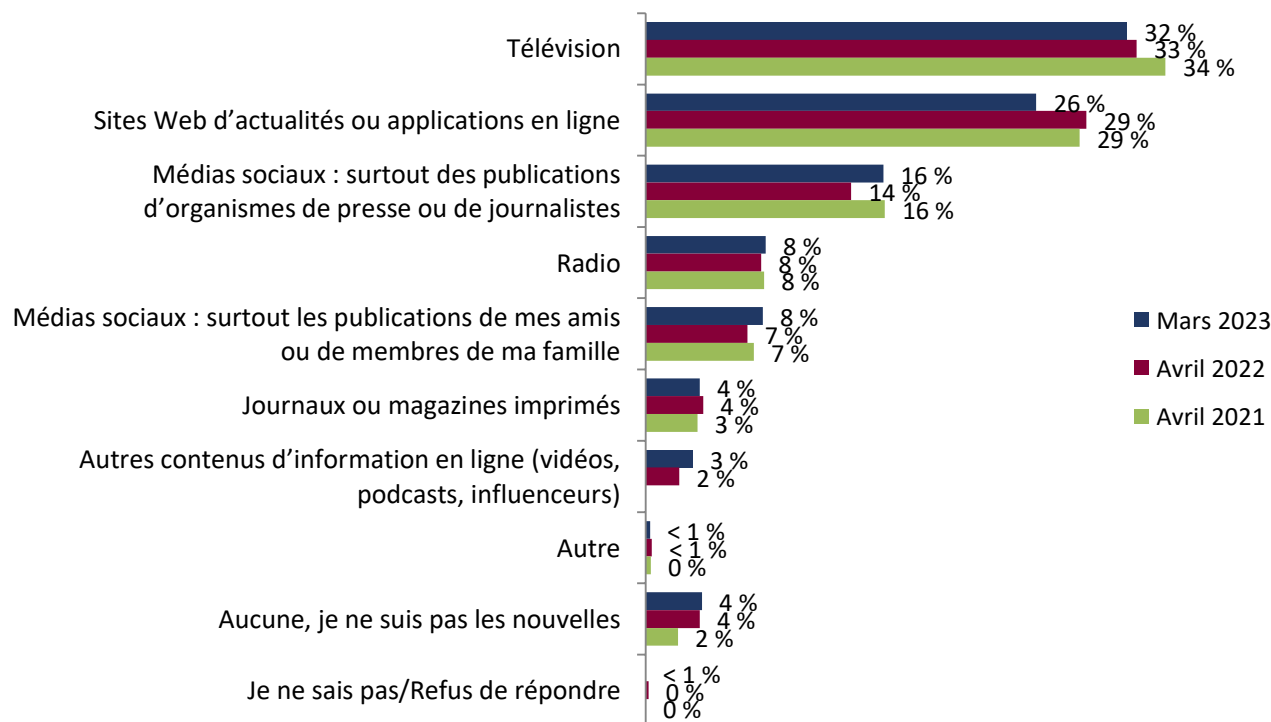
Léger

Résultats détaillés du sondage

Principales sources de nouvelles

En mars 2023, la télévision était la principale source de nouvelles de près du tiers des électeurs (32 %), tandis que le quart (26 %) privilégiait les sites Web ou applications en ligne d'actualités. Les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux constituent la troisième principale source de nouvelles (16 %). Moins de 1 électeur sur 10 préfère la radio (8 %), les publications d'amis ou de membres de la famille sur les médias sociaux (8 %), les journaux ou les magazines imprimés (4 %) ou encore d'autres contenus d'information en ligne (3 %). La proportion d'électeurs ayant déclaré que leur principale source de nouvelles était les sites Web ou applications en ligne d'actualités a diminué significativement depuis avril 2022.

Figure 1 : Principale source de nouvelles



Q : En général, laquelle de ces sources médiatiques est votre principale source d'information? RÉPONSES MULTIPLES PERMISES.* Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes de répondants de mars 2023 présentent les écarts notables suivants en ce qui concerne les principales sources de nouvelles :

- Les hommes sont plus susceptibles de consulter les nouvelles en ligne (31 % par rapport à 21 % des femmes), tandis que les femmes sont plus susceptibles de consulter les publications d'organismes

de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (18 % par rapport à 14 % des hommes) ou les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (10 % par rapport à 5 %).

- Les électeurs de 18 à 34 ans sont plus susceptibles de privilégier les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (18 % par rapport à 2 % des plus de 55 ans) ainsi que les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (31 % par rapport à 6 % des 55 ans et plus). D'autre part, les répondants de 35 à 54 ans préfèrent plus souvent les sites Web ou applications en ligne d'actualités (31 % par rapport à 23 % des 18 à 34 ans), tandis que les répondants de 55 ans et plus sont plus susceptibles d'opter pour la télévision (51 % par rapport à 9 % des 18 à 34 ans et à 27 % des 35 à 54 ans) ou encore les journaux ou les magazines imprimés (7 % par rapport à 2 % des 35 à 54 ans et à 1 % des 18 à 34 ans).
- Comparativement aux répondants d'ailleurs au Canada, les répondants du Québec sont plus susceptibles de choisir la télévision (39 %), et ceux de l'Ontario sont plus susceptibles de choisir les sites Web ou applications en ligne d'actualités (29 %).
- Les électeurs ayant fait quelques cours universitaires sont plus susceptibles de préférer les sites Web ou applications en ligne d'actualités (32 %), tandis que ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (21 %) et ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (18 %) le sont moins.
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (38 %) ou ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (35 %) sont plus susceptibles de choisir la télévision, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (28 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones sont plus susceptibles de déclarer comme principale source de nouvelles les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (17 %) ainsi que les sites Web ou applications en ligne d'actualités (37 % par rapport à 25 % des électeurs non autochtones).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique sont plus susceptibles d'opter pour les sites Web ou applications en ligne d'actualités (28 %) par rapport à ceux qui ne s'y intéressent pas (21 %).
- Les votants assidus sont plus susceptibles de choisir la télévision (36 % par rapport à 21 % des votants occasionnels), tandis que les votants occasionnels sont plus susceptibles de préférer les publications de leurs amis et de membres de leur famille sur les médias sociaux (14 % par rapport à 6 % des votants assidus) ou encore les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (20 % par rapport à 14 %)³.
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste sont plus susceptibles de choisir les sites Web ou applications en ligne d'actualités comme principale source de nouvelles (31 %), tandis que ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes sont plus susceptibles de choisir les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (11 %).
- Les répondants ayant déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique canadienne sont plus susceptibles d'indiquer comme principale source de nouvelles la télévision (35 %) et les sites Web

³ Le terme « votants assidus » désigne les personnes ayant rapporté avoir voté, depuis qu'elles en ont le droit, à toutes ou à la plupart des élections (municipales, provinciales ou fédérales). Le terme « votants occasionnels » désigne les électeurs n'ayant rapporté avoir voté qu'à peu d'élections ou à aucune élection.

ou applications en ligne d'actualités (28 %), tandis que ceux ayant déclaré voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée, sont plus susceptibles d'indiquer la radio (13 %) ou encore les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (19 %). Les répondants ayant déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne, sont plus susceptibles de mentionner comme principale source de nouvelles les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (15 %) et sont moins susceptibles de mentionner la télévision (16 %).

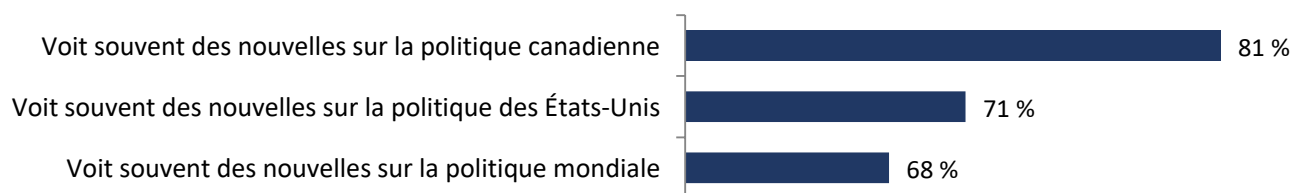
Région sur laquelle portent les sources de nouvelles

En pensant à leur principale source de nouvelles, 81 % des répondants ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique canadienne, dont 44 % disant en voir très souvent. Par ailleurs, 71 % des répondants ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis (33 %, très souvent), et 68 % ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique mondiale (26 %, très souvent).

Parmi les 17 % qui voient rarement des nouvelles sur la politique canadienne, les répondants se répartissent comme suit selon qu'ils voient souvent ou non des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée :

- 5 % des répondants ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne;
- 11 % des répondants ont déclaré voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée.

Figure 2 : Fréquence d'exposition aux nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis et la politique mondiale (résultats principaux)



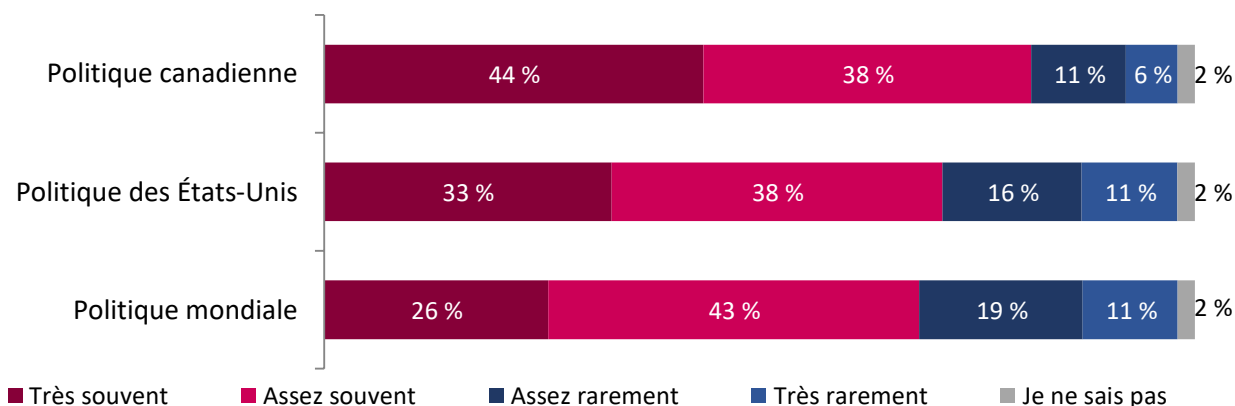
Q : En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : Comme il s'agit d'une nouvelle question, aucune comparaison n'est possible.

Remarque : À des fins d'analyse, on a calculé une fréquence d'exposition nette en additionnant le nombre de réponses « très souvent » et « assez souvent ».

Figure 3 : Fréquence d'exposition aux nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis et la politique mondiale (résultats détaillés de mars 2023)



Q : En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

La probabilité de voir des nouvelles sur la politique canadienne varie entre les groupes démographiques suivants :

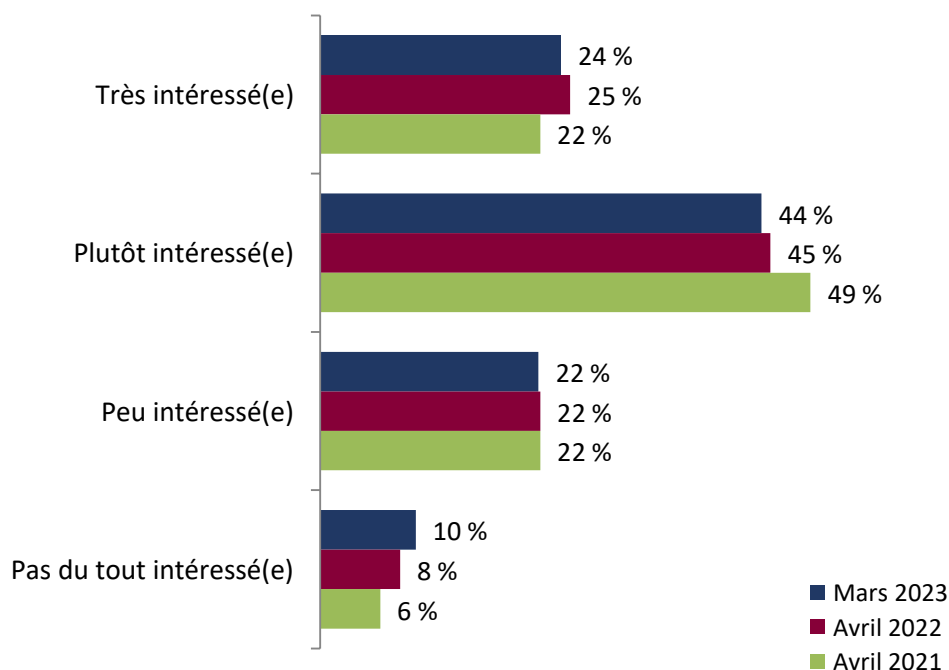
- Les hommes (84 %) sont plus susceptibles d'en voir que les femmes (78 %).
- Les répondants de plus de 55 ans (90 %) sont plus susceptibles d'en voir que les 18 à 34 ans (71 %) et les 35 à 54 ans (79 %).
- Les résidents de l'Alberta (85 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux des autres régions du Canada.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (83 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (78 %).
- Les répondants détenant un diplôme universitaire (86 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (73 %).
- Les répondants non autochtones (82 %) sont plus susceptibles d'en voir que les répondants autochtones (75 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (93 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux qui ne s'y intéressent pas (56 %).
- Les votants assidus (87 %) sont plus susceptibles d'en voir que les votants occasionnels (64 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (85 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux n'en ayant pas (65 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (88 %) sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux en ayant quelques-unes (77 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (90 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux qui sont méfiants (77 %).

- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés (86 %) quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (76 %) le sont moins.

Intérêt pour la politique

La majorité des électeurs (68 %) est intéressée par la politique, dont près de 1 électeur sur 4 (24 %) qui est très intéressé et plus de 4 électeurs sur 10 (44 %) qui sont plutôt intéressés. En revanche, environ 3 électeurs sur 10 (31 %) ne sont pas intéressés par la politique, dont 1 électeur sur 5 (22 %) qui est peu intéressé et environ 1 électeur sur 10 (10 %) qui n'est pas du tout intéressé. Ces résultats n'ont pas changé depuis avril 2022.

Figure 4 : Intérêt pour la politique



Q : En règle générale, dans quelle mesure êtes-vous intéressé(e) par la politique?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

L'intérêt pour la politique varie entre les groupes suivants :

- Les hommes (77 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique que les femmes (60 %).
- Les électeurs de 55 ans et plus (75 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique, tandis que les électeurs de 35 à 54 ans (65 %) et de 18 à 34 ans (61 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (76 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique, tandis que les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (56 %) et ceux détenant un diplôme d'études collégiales (63 %) le sont moins.

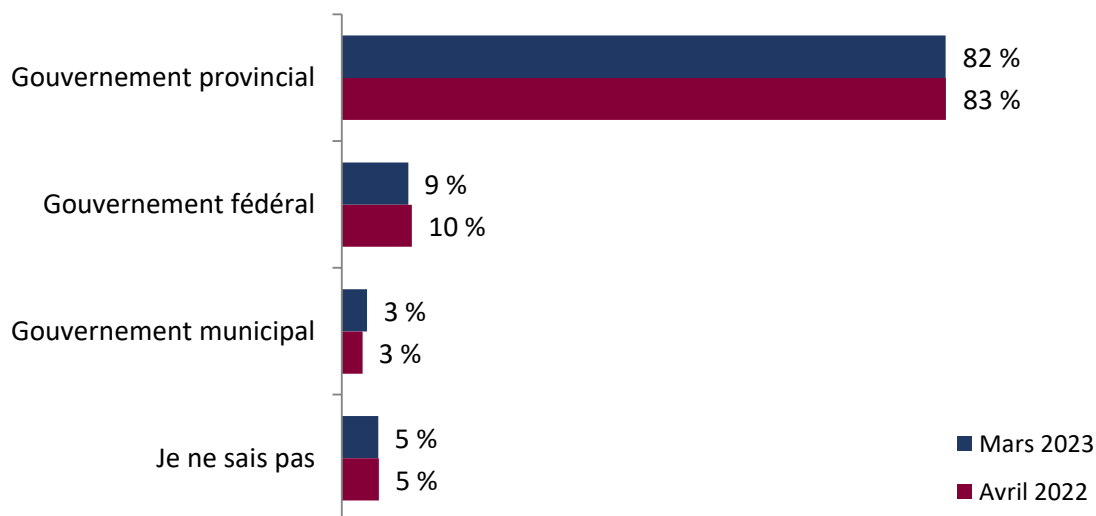
- Les répondants vivant en Alberta (74 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que les répondants vivant au Québec (63 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (70 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (63 %).
- Les répondants ayant une formation universitaire (76 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que les répondants ayant une formation collégiale (63 %) ou au plus un diplôme d’études secondaires (56 %) le sont moins.
- Les votants assidus (74 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que les votants occasionnels (49 %).
- Les répondants ayant voté à l’élection générale fédérale de 2021 (74 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux qui avaient le droit de vote, mais n’ont pas voté (58 %)⁴.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (72 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux n’en ayant pas (54 %).
- Les répondants n’ayant aucune croyance conspirationniste (78 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux en ayant quelques-unes (61 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (79 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux qui sont méfiants (62 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (78 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (52 %), et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (15 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (75 %) ou fortement (79 %) polarisés quant à la manière dont ils s’identifient à d’autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (59 %) le sont moins.

Connaissance des compétences provinciales

La grande majorité des électeurs (82 %) en mars 2023 sait que le gouvernement provincial est principalement responsable de l’éducation, tandis que 1 électeur sur 10 (9 %) attribue cette compétence au gouvernement fédéral. Dans des proportions plus faibles, quelques répondants pensent que cette compétence relève du gouvernement municipal (3 %), alors que d’autres ne connaissent pas la réponse (5 %). Ces résultats n’ont guère varié depuis avril 2022.

⁴ Une élection générale fédérale s’est tenue le 20 septembre 2021, soit entre les vagues d’avril 2021 et d’avril 2022 du sondage.

Figure 5 : Connaissance des compétences provinciales



Q : À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu l'éducation?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils attribuent la responsabilité de l'éducation au gouvernement provincial :

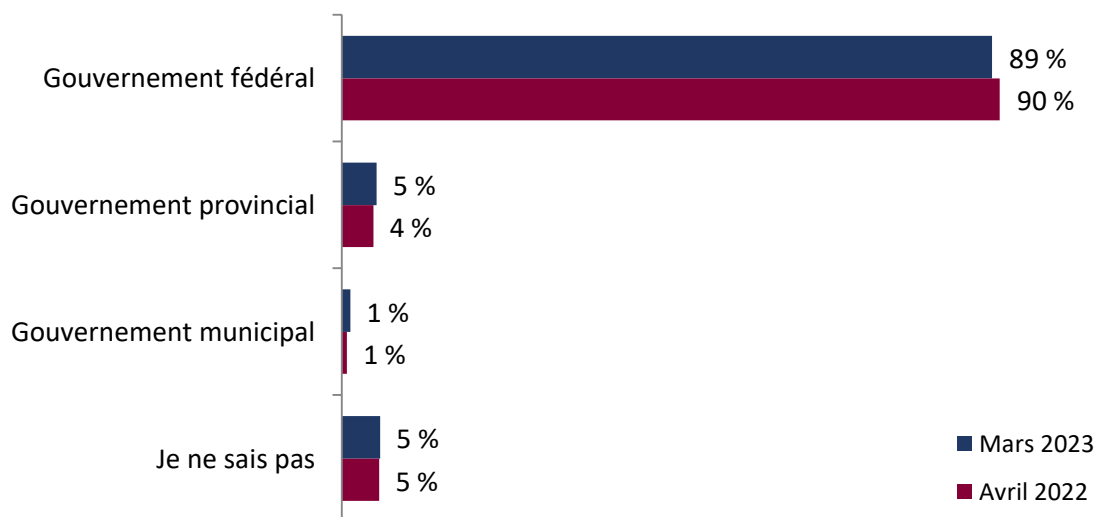
- Les répondants de 55 ans et plus (88 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial, tandis que les 18 à 34 ans (76 %) le sont moins.
- Les répondants du Québec (89 %) et de l'Alberta (86 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que ceux des autres régions.
- Les répondants ayant fait quelques cours universitaires (88 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (69 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (83 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les répondants autochtones (73 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (87 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que ceux qui ne s'y intéressent pas (74 %).
- Les votants assidus (87 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les votants occasionnels (67 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (87 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les personnes n'ayant pas voté en 2021 (75 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (91 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que ceux en ayant quelques-unes (79 %) ou que ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (74 %).

- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (86 %) sont plus susceptibles d’attribuer l’éducation au gouvernement provincial, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (69 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (87 %) sont plus susceptibles d’attribuer l’éducation au gouvernement provincial que ceux qui ne se sentent pas polarisés (80 %).

Connaissance des compétences fédérales

La grande majorité des électeurs en mars 2023 connaît les compétences fédérales : 9 répondants sur 10 (89 %) savent que le gouvernement fédéral est principalement responsable de la défense. De faibles proportions d’électeurs pensent que cette compétence relève du gouvernement provincial (5 %) ou du gouvernement municipal (1 %) ou ne connaissent pas la réponse (5 %). Ces résultats n’ont guère varié depuis avril 2022.

Figure 6 : Connaissance des compétences fédérales



Q : À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu la défense?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : Comme cette question a été ajoutée en avril 2022, aucune comparaison n’est possible avec les résultats d’avril 2021.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils attribuent la responsabilité de la défense au gouvernement fédéral :

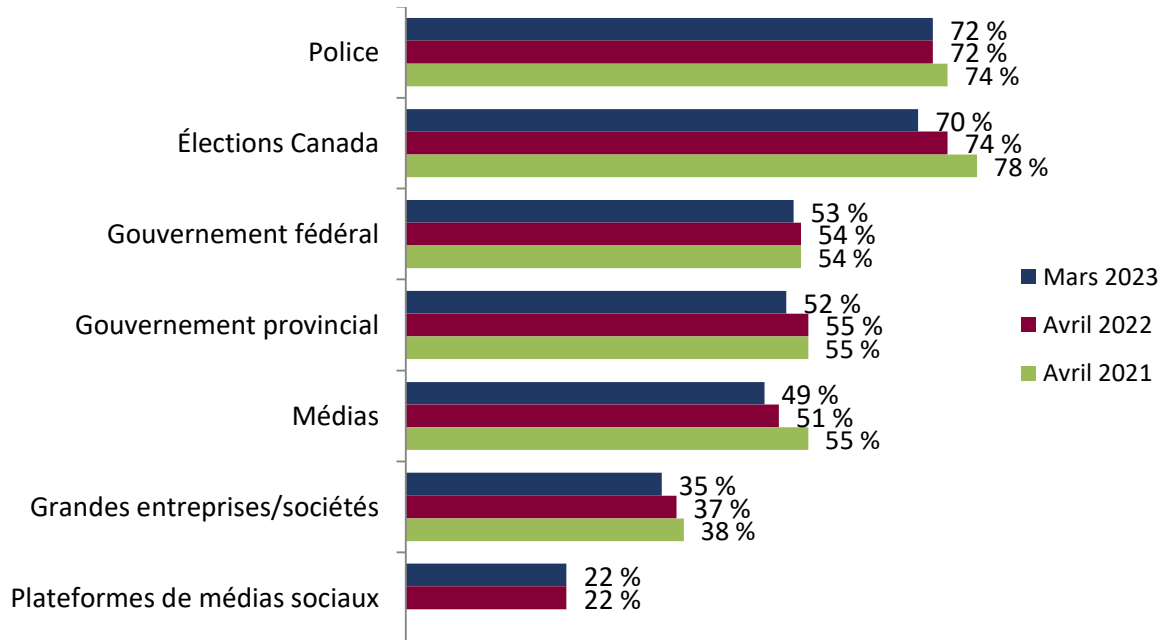
- Les répondants de 55 ans et plus (97 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que les 18 à 34 ans (77 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (93 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d’études secondaires (78 %) le sont moins.

- Les répondants qui sont intéressés par la politique (93 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que ceux qui ne s’y intéressent pas (80 %).
- Les votants assidus (94 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les votants occasionnels (71 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (94 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les personnes n’ayant pas voté en 2021 (76 %).
- Les répondants n’ayant aucune croyance conspirationniste (96 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux en ayant quelques-unes (85 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (83 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (94 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que ceux qui sont méfiants (86 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (93 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (73 %) et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (73 %), le sont moins.

Confiance dans les institutions canadiennes

On a demandé aux répondants s’ils font confiance à sept institutions canadiennes, listées en ordre aléatoire. La plus grande proportion de répondants (72 %) affirme faire beaucoup ou assez confiance à la police. Suit de près la proportion faisant confiance à EC (70 %), qui a diminué de 4 points depuis avril 2022. Près de la moitié des répondants affirme faire confiance au gouvernement fédéral (53 %), au gouvernement provincial (52 %) et aux médias (49 %). Environ le tiers des répondants (35 %) font confiance aux grandes entreprises et sociétés, et seulement un peu plus de 1 électeur sur 5 (22 %) fait confiance aux plateformes de médias sociaux.

Figure 7 : Confiance dans les institutions canadiennes (suivi)



Q : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions canadiennes suivantes?

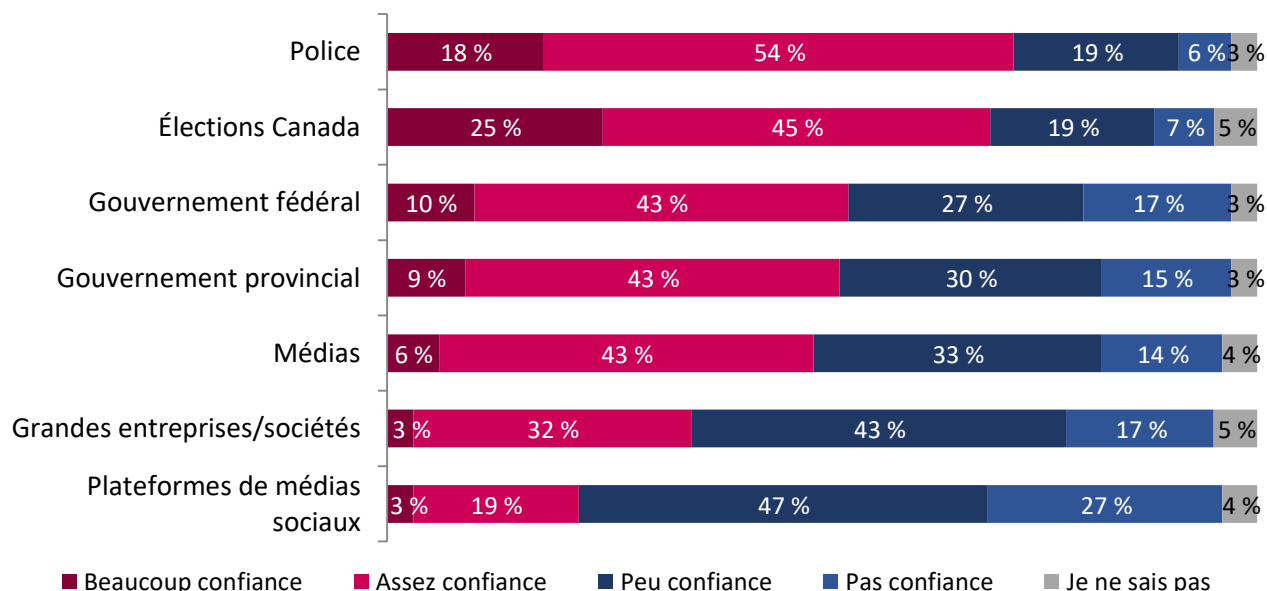
Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque 1 : À des fins de comparaison, on a calculé la confiance nette en additionnant le nombre de réponses « beaucoup confiance » et « assez confiance ».

Remarque 2 : Comme le choix de réponse « Plateformes de médias sociaux » a été ajouté en avril 2022, aucune comparaison n'est possible avec les résultats d'avril 2021.

Dans les résultats détaillés du sondage, EC est l'institution en laquelle la plus grande proportion d'électeurs (25 %) affirme avoir beaucoup confiance, comparativement à la police (18 %), aux gouvernements fédéral et provincial (10 % et 9 % respectivement) et aux médias (6 %).

Figure 8 : Confiance dans les institutions canadiennes (résultats détaillés de mars 2023)



Q : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions canadiennes suivantes?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils font beaucoup confiance ou assez confiance à EC⁵ :

- Les électeurs de 55 ans et plus (78 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que les électeurs de 35 à 54 ans (64 %) et de 18 à 34 ans (63 %) le sont moins.
- Les électeurs de la Colombie-Britannique (74 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que les électeurs du Manitoba et de la Saskatchewan (63 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (73 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (64 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (77 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que ceux ayant une formation collégiale (66 %) et ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (56 %) le sont moins.
- Les répondants autochtones (64 %) sont moins susceptibles de faire confiance à EC que les répondants non autochtones (71 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (77 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux qui ne s'y intéressent pas (55 %).
- Les votants assidus (75 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les votants occasionnels (52 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (75 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les personnes n'ayant pas voté (59 %).

⁵ La confiance de chaque sous-groupe accordée à d'autres institutions est indiquée dans les tableaux de données accompagnant le présent rapport.

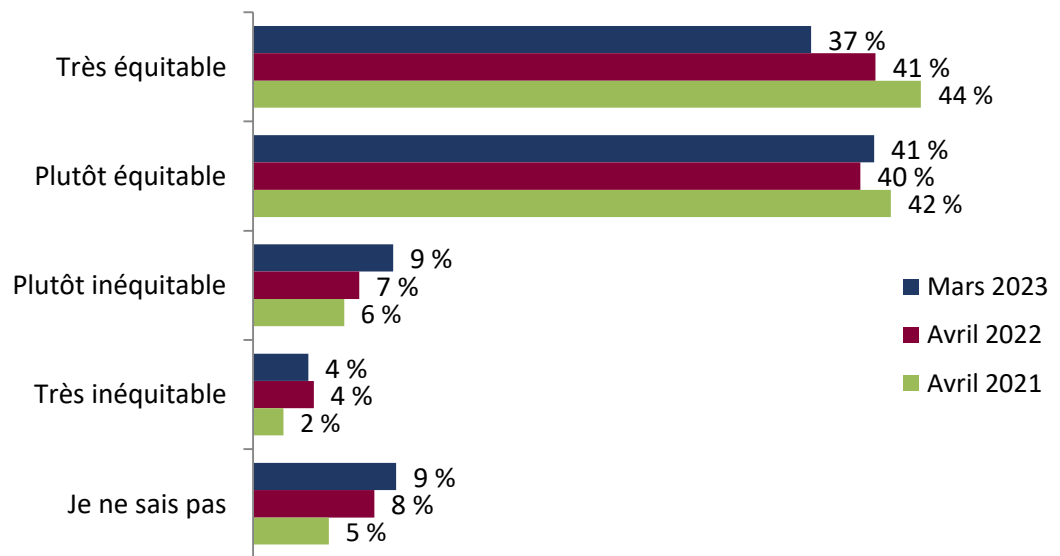
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (75 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux n'en ayant pas (53 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (89 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que les électeurs en ayant quelques-unes (63 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (48 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (84 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux qui sont méfiants (62 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (74 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (53 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (75 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (64 %) le sont moins.

Opinion sur l'équité des élections fédérales

En règle générale, la majorité des électeurs (78 %) en mars 2023 pense qu'EC gère les élections fédérales de façon équitable : près de la moitié d'entre eux (37 %) pense qu'il gère les élections de manière très équitable, et l'autre moitié (41 %), de manière plutôt équitable. Par contre, 13 % des électeurs croient qu'EC gère les élections de façon inéquitable : 9 % croient qu'il les gère de manière plutôt inéquitable, et 4 %, de manière très inéquitable.

Toutefois, une proportion plus faible d'électeurs en mars 2023 pense qu'EC gère les élections de façon équitable comparativement à avril 2021 (78 % par rapport à 81 %); la tendance à la baisse se poursuit depuis avril 2021 (87 %).

Figure 9 : Équité d'Élections Canada pour la gestion des élections fédérales



Q : En pensant aux élections fédérales en général, dans quelle mesure diriez-vous qu'Élections Canada gère les élections de façon équitable ou inéquitable? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient qu'EC gère les élections fédérales de façon équitable :

- Les hommes (82 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les femmes (74 %).
- Les électeurs de 55 ans et plus (85 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que les électeurs de 35 à 54 ans (72 %) et de 18 à 34 ans (73 %) le sont moins.
- Les électeurs de la Colombie-Britannique (82 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que les électeurs de l'Alberta (73 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (80 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (73 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (84 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (73 %) ou détenant au plus un diplôme d'études secondaires (68 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (84 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux qui ne s'y intéressent pas (64 %).
- Les votants assidus (82 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les votants occasionnels (65 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (82 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les personnes n'ayant pas voté (73 %).

- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (81 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux n'en ayant pas (65 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (93 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (72 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (60 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (90 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux qui sont méfiants (71 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (81 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (64 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement (84 %) ou plutôt polarisés (81 %) sur le plan politique sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (73 %) le sont moins.

Raisons de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable

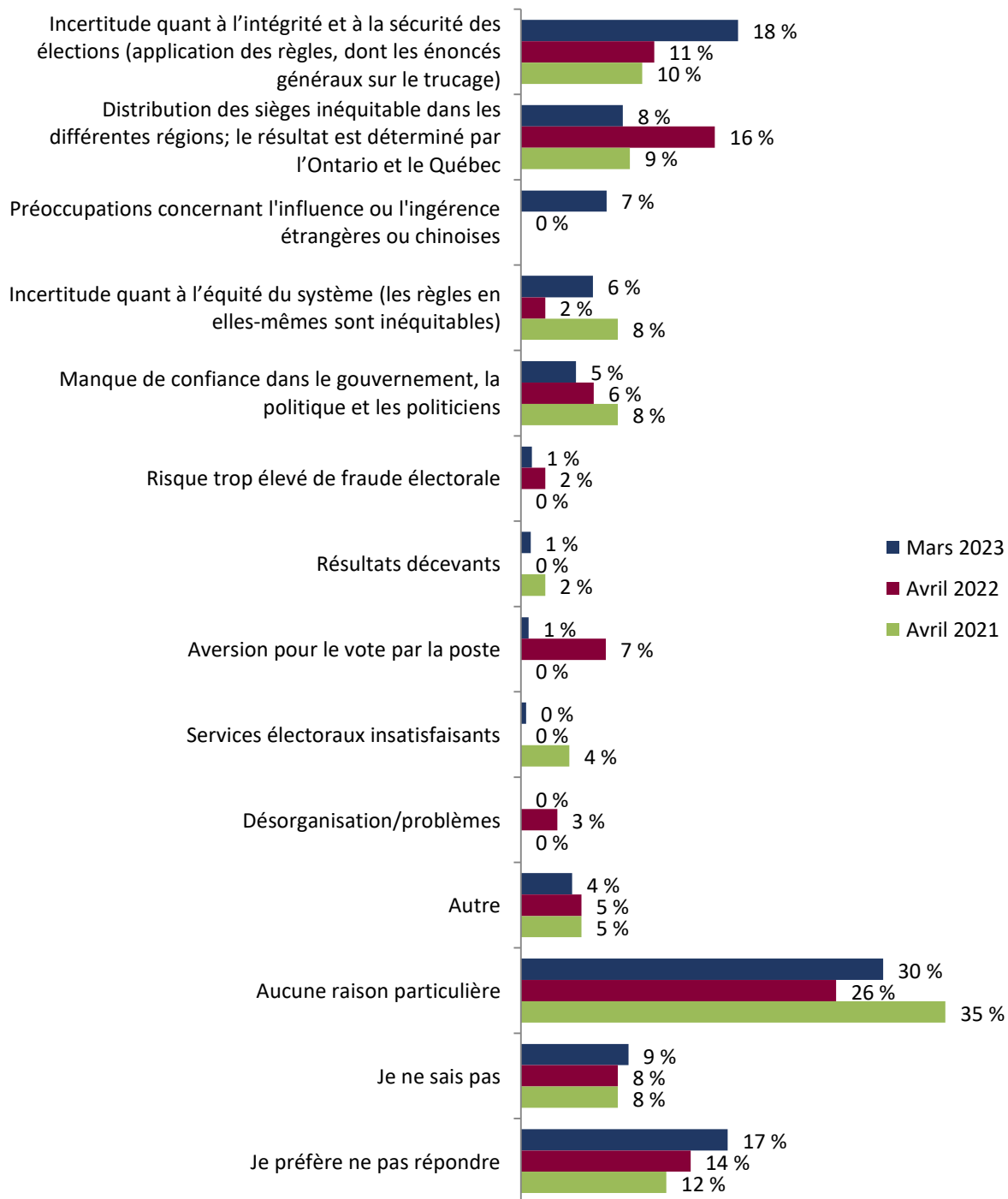
Parmi les 13 % de répondants en mars 2023 qui pensent qu'EC gère les élections de façon inéquitable, environ la moitié (44 %) donnent une raison qui explique cette opinion. L'autre moitié (56 %) ne donne pas de raison particulière (30 %), ne sait pas (9 %) ou préfère ne pas répondre (17 %).

Les raisons les plus courantes de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable sont les suivantes : incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections ou croyance que les élections sont « truquées » (18 %); distribution régionale inéquitable des sièges ou permettant que le résultat soit déterminé par l'Ontario et le Québec (8 %); préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (7 %). Parmi les autres raisons figurent l'incertitude quant à l'équité du système (6 %) et un manque de confiance général dans le gouvernement et les politiciens (5 %). D'autres raisons ont été mentionnées dans une moindre mesure.

Les raisons suivantes de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable sont mentionnées par une proportion significativement plus élevée de répondants en mars 2023 par rapport à avril 2022 :

- incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (18 % en mars 2023 par rapport à 11 % en avril 2022);
- préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (7 % par rapport à 0 %);
- incertitude quant à l'équité du système (6 % par rapport à 2 %).

Figure 10 : Raisons de penser qu'Élections Canada ne gère pas les élections de façon équitable



Q : Avez-vous une raison particulière de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable? RÉPONSES SPONTANÉES*

Base : répondants qui ont dit qu'Élections Canada gère les élections de façon plutôt ou très inéquitable (n = 324).

*Comme les répondants pouvaient donner plus d'une réponse, le total peut dépasser 100 %.

Les sous-groupes de répondants présentent les écarts notables suivants en ce qui concerne les raisons de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable :

- Les répondants de 35 à 54 ans sont significativement plus susceptibles de mentionner des préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (11 % par rapport à 1 % des 18 à 34 ans), tandis que les répondants de 18 à 34 ans sont plus susceptibles de n'avoir aucune raison particulière (39 %).
- Les répondants de l'Alberta sont significativement plus susceptibles de mentionner la distribution régionale inéquitable des sièges (28 %), tandis que les répondants de l'Ontario sont plus susceptibles de mentionner l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (26 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique sont plus susceptibles de mentionner l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (23 % par rapport à 11 % de ceux qui ne s'y intéressent pas), l'incertitude quant à l'équité du système (9 % par rapport à 2 %) et des préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (9 % par rapport à 4 %).
- Les votants assidus sont plus susceptibles que les votants occasionnels de mentionner la distribution régionale inéquitable des sièges (11 % par rapport à 2 %) et des préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (9 % par rapport à 2 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes sont plus susceptibles de mentionner l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (32 % par rapport à 12 % de ceux ayant quelques croyances conspirationnistes et à 4 % de ceux n'en ayant aucune).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (9 %) sont plus susceptibles de mentionner des préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise que ceux n'en ayant pas (2 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne sont significativement plus susceptibles de mentionner l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (22 %) et l'incertitude quant à l'équité du système (8 %), tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée, sont plus susceptibles de n'avoir aucune raison particulière (59 %).

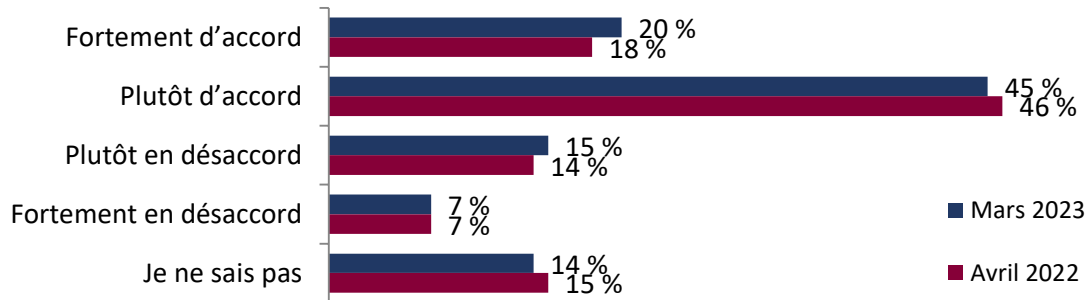
Confiance relative aux changements électoraux

On a mené une expérience d'échantillon fractionné afin d'étudier la mesure dans laquelle les électeurs font généralement confiance au gouvernement s'il propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent et la mesure dans laquelle ils font expressément confiance à EC s'il propose de tels changements.

Pour l'une des moitiés de l'échantillon fractionné, près des deux tiers des répondants (65 %) sont d'accord avec l'énoncé « Si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens » : 20 % sont fortement d'accord, et 45 %, plutôt d'accord. Inversement, 1 répondant sur 5 (21 %) est en désaccord avec l'énoncé, 15 % étant plutôt en désaccord,

et 7 %, fortement en désaccord; 14 % des répondants ont dit ne pas savoir. Les résultats pour les deux versions de l'énoncé n'ont guère varié depuis avril 2022.

Figure 11 : Confiance relative aux changements électoraux (gouvernement)



Q : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

Base : moitié des répondants (n = 1 253).

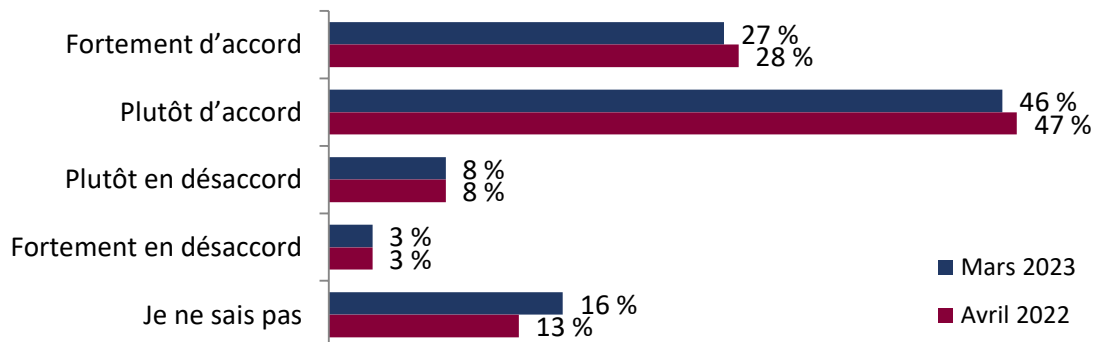
Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord que le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (70 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux de tous les autres groupes d'âge.
- Les électeurs du Québec (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux de toutes les autres régions du Canada.
- Les répondants non handicapés sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les électeurs handicapés (66 % par rapport à 55 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (73 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux en ayant quelques-unes (62 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (54 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (72 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui sont méfiants (62 %).
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés (73 %) quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (61 %) le sont moins.

Pour l'autre moitié de l'échantillon fractionné, une plus grande proportion des répondants (73 %) sont d'accord avec l'énoncé « Si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens » : 27 % sont fortement d'accord, et 46 %, plutôt d'accord. Par contre, 8 % des répondants sont plutôt en désaccord avec l'énoncé, et 3 % sont fortement en désaccord, tandis que 16 % ont dit ne pas savoir, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 13 % en avril 2022.

Figure 12 : Confiance relative aux changements électoraux (Élections Canada)



Q : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si Elections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord qu'EC propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens :

- Les électeurs du Québec sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (79 %), tandis que ceux de l'Alberta le sont moins (66 %).
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (69 %).
- Les répondants détenant au moins un diplôme universitaire (77 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux ayant un niveau d'études moins élevé.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (79 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui ne s'y intéressent pas (62 %).
- Les votants assidus (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants occasionnels (67 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux n'en ayant pas (66 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (88 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux en ayant quelques-unes (66 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (63 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (82 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui sont méfiants (70 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (77 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (62 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (80 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (67 %) le sont moins.

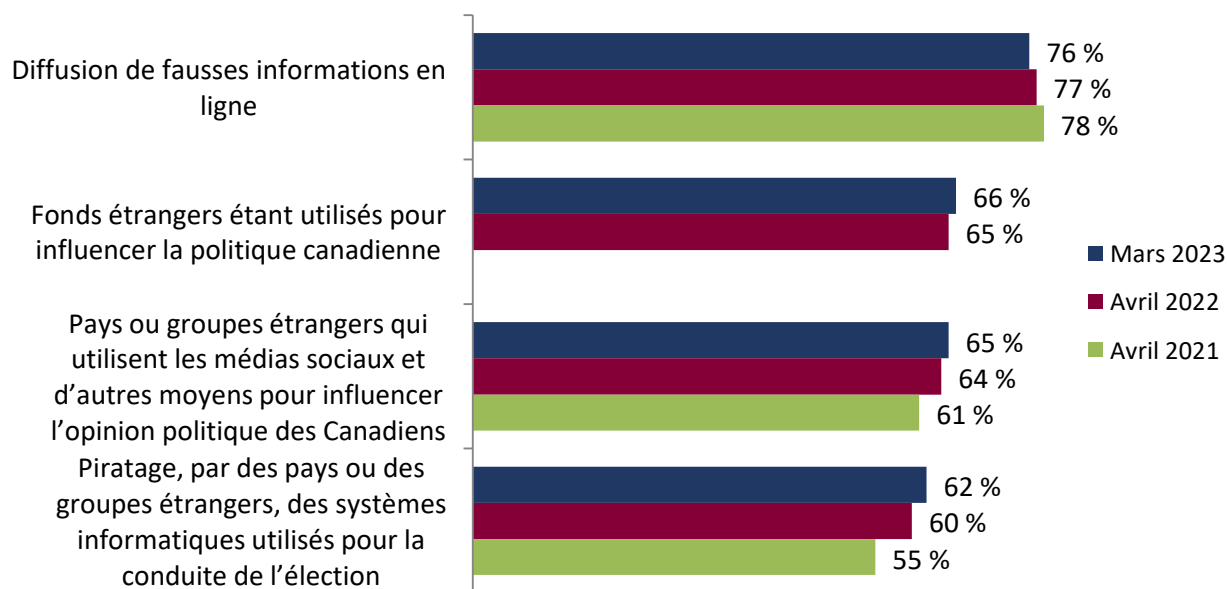
Entrave au processus électoral

On a demandé aux répondants s'ils pensent que différents types d'entrave au processus électoral pourraient avoir un impact sur le résultat de la prochaine élection fédérale au Canada.

De manière comparable à avril 2022, la plus grande proportion d'électeurs (76 %) en mars 2023 pense que la diffusion de fausses informations en ligne pourrait avoir au moins un impact modéré sur le résultat de la prochaine élection fédérale, dont 4 sur 10 (41 %) pensent que cet élément pourrait avoir un impact majeur. La deuxième plus grande proportion de répondants (66 %) estime que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact (31 % pensant que l'impact pourrait être majeur), suivie de près par la proportion de répondants (65 %) qui pense que les pays ou les groupes étrangers utilisant les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact (28 % pensant que l'impact pourrait être majeur). Enfin, 6 électeurs sur 10 (62 %) pensent que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact (34 % pensant que l'impact pourrait être majeur).

Les proportions de répondants qui pensent que différents types d'entrave au processus électoral pourraient avoir au moins un impact modéré sur le résultat de la prochaine élection fédérale n'ont pas changé depuis avril 2022. Cependant, une proportion significativement plus élevée de répondants estime que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact majeur (31 % par rapport à 27 % en avril 2022) et que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait également avoir un impact majeur (34 % par rapport à 29 %).

Figure 13 : Perception de l'impact d'une entrave sur le résultat de la prochaine élection fédérale (suivi)

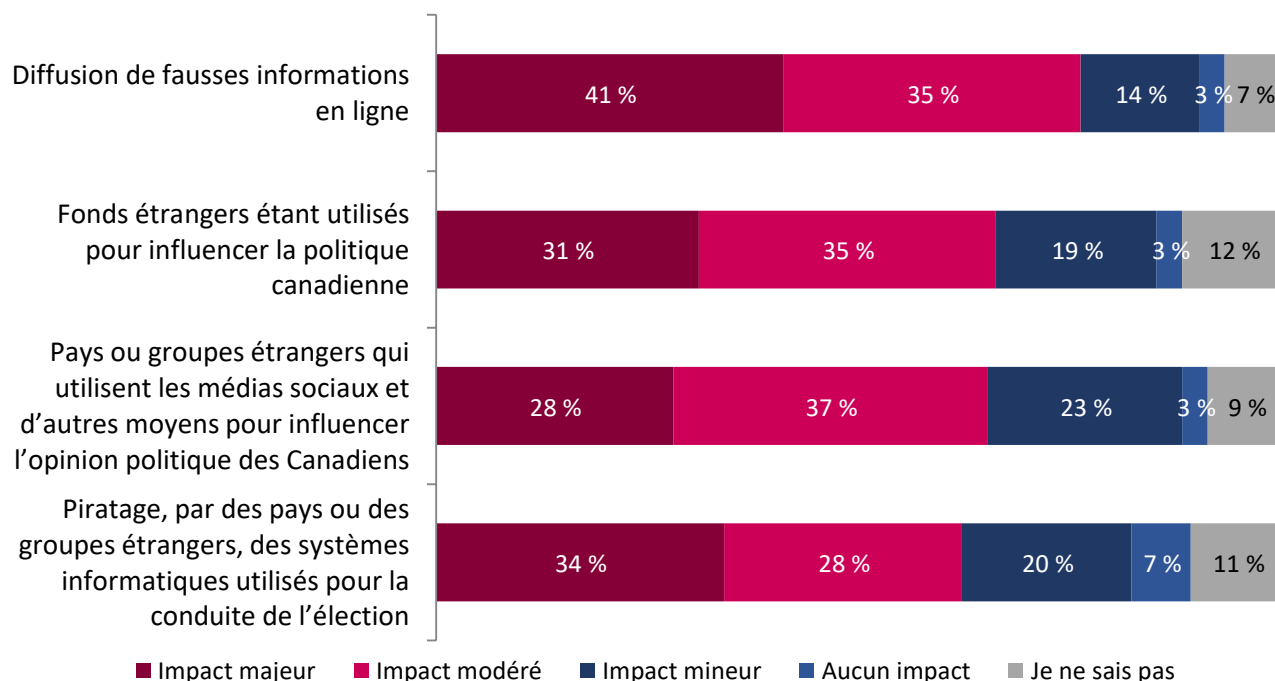


Q : D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque 1 : À des fins de comparaison, on a calculé l'impact net en additionnant le nombre de réponses « impact majeur » et « impact modéré ».

Remarque 2 : Le choix de réponse « Fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne » a été ajouté à la deuxième vague, en avril 2022.

Figure 14 : Perception de l'impact d'une entrave sur le résultat de la prochaine élection fédérale (résultats détaillés de mars 2023)



Q : D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que la diffusion de fausses informations en ligne pourrait avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les électeurs ayant au moins un diplôme universitaire (78 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (69 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (80 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s'y intéressent pas (67 %).
- Les votants assidus (77 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (71 %).
- Les électeurs ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (79 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n'en ayant pas (64 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (81 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (71 %) le sont moins.

- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (79 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (62 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (81 %) ou fortement (86 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (69 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les électeurs de plus de 55 ans (70 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 18 à 34 ans (60 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (72 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s’y intéressent pas (53 %).
- Les votants assidus (68 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (59 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (68 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n’en ayant pas (59 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (81 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (62 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (70 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (44 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (77 %) ou fortement (70 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (60 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que les pays ou les groupes étrangers qui utilisent les médias sociaux et d’autres moyens pour influencer l’opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les répondants qui sont intéressés par la politique (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s’y intéressent pas (51 %).
- Les votants assidus (67 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (56 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (68 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n’en ayant pas (54 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (77 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (62 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne sont plus susceptibles de penser ainsi (68 %), tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (46 %), le sont moins.

- Les répondants qui se sentent plutôt (69 %) ou fortement (76 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (57 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

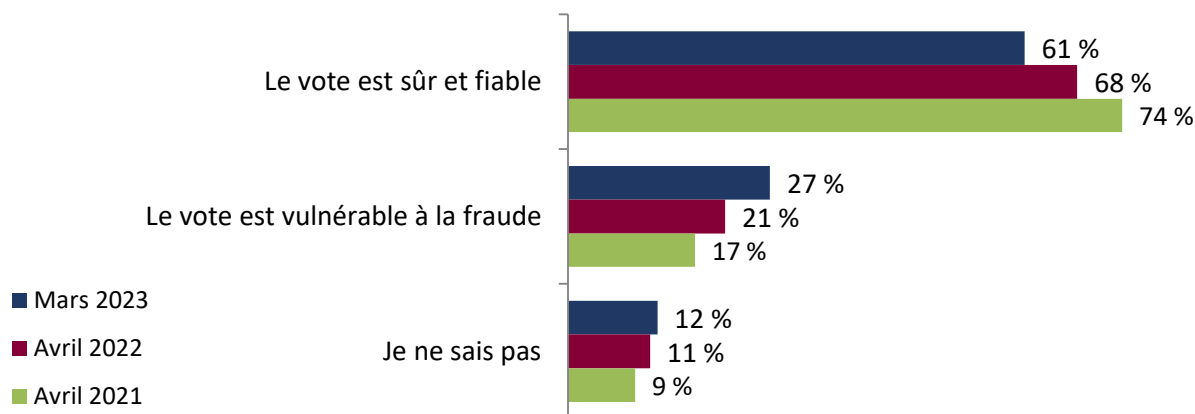
- Les électeurs de plus de 55 ans (66 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 18 à 34 ans (57 %) le sont moins.
- Les femmes (64 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les hommes (60 %).
- Les électeurs du Québec (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs des autres régions.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (65 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s'y intéressent pas (55 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (64 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n'en ayant pas (57 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (80 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (55 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (64 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (49 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (66 %) ou fortement (73 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (56 %) le sont moins.

Opinion sur l'intégrité du système électoral au Canada

En mars 2023, environ 6 répondants sur 10 (61 %) d'un échantillon fractionné d'électeurs pensent que le système électoral au Canada est sûr et fiable, 1 répondant sur 4 (27 %) pense qu'il est vulnérable à la fraude, et 1 répondant sur 10 (12 %) ne sait pas.

En comparaison avec les résultats d'avril 2022, une proportion significativement plus faible de répondants en mars 2023 est d'accord avec l'énoncé voulant que le vote soit sûr et fiable (61 % par rapport à 68 %), et une proportion plus élevée affirme que le vote est vulnérable à la fraude (27 % par rapport à 21 %); la tendance se poursuit depuis avril 2021.

Figure 15 : Opinion sur le système électoral au Canada



Q : Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du système électoral au Canada?
 Base : moitié des répondants (n = 1 253).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient que le système électoral au Canada est sûr et fiable :

- Les hommes (65 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que les femmes (58 %).
- Les électeurs de la Colombie-Britannique (70 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux du Québec (52 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (64 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (56 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (69 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (50 %) le sont moins.
- Les répondants immigrants (72 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que les répondants non immigrants (60 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (65 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui ne s'y intéressent pas (52 %).
- Les votants assidus (65 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que les votants occasionnels (48 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection de 2021 (66 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui n'ont pas voté en 2021 (43 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (80 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (55 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (38 %) le sont moins.
- Les électeurs faisant en général confiance aux gens (73 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui sont méfiants (54 %).

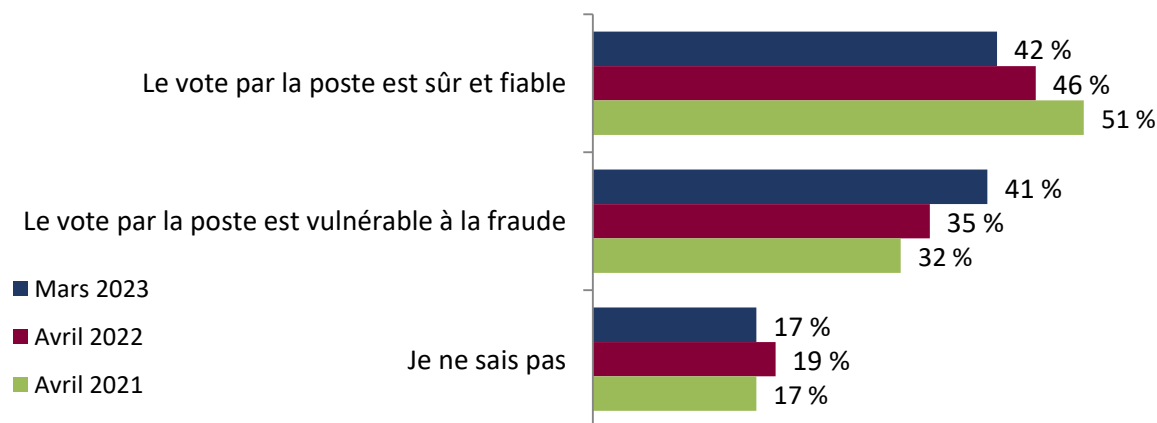
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (64 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (46 %), le sont moins.

Opinion sur l'intégrité du vote par la poste au Canada

En mars 2023, 4 répondants sur 10 (42 %) d'un échantillon fractionné pensent que le vote par la poste est sûr et fiable, et une proportion comparable (41 %) pense qu'il est vulnérable à la fraude. Moins de 1 répondant sur 5 (17 %) affirme ne pas savoir.

En comparaison avec les résultats d'avril 2022, une proportion significativement plus faible de répondants en mars 2023 est d'accord avec l'énoncé voulant que le vote par la poste soit sûr et fiable (42 % par rapport à 46 %), et une proportion significativement plus élevée affirme que le vote par la poste est vulnérable à la fraude (41 % par rapport à 35 %); la tendance se poursuit depuis avril 2021.

Figure 16 : Opinion sur le vote par la poste



Q : Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du vote par la poste au Canada?
Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient que le vote par la poste est sûr et fiable :

- Les hommes (48 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que les femmes (35 %).
- Les répondants de la Colombie-Britannique (57 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux du Québec (35 %) le sont moins.
- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine (45 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (32 %).
- Les répondants ayant fait des études universitaires (46 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux détenant un diplôme d'un collège ou d'une école de métier (36 %) le sont moins.

- Les répondants qui sont intéressés par la politique (49 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux qui ne s’y intéressent pas (26 %).
- Les votants assidus (43 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que les votants occasionnels (36 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (43 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux n’en ayant pas (36 %).
- Les électeurs n’ayant aucune croyance conspirationniste (63 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (32 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (22 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (60 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux qui sont méfiants (32 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (44 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (28 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (56 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (35 %) le sont moins.

Types de fraude électorale

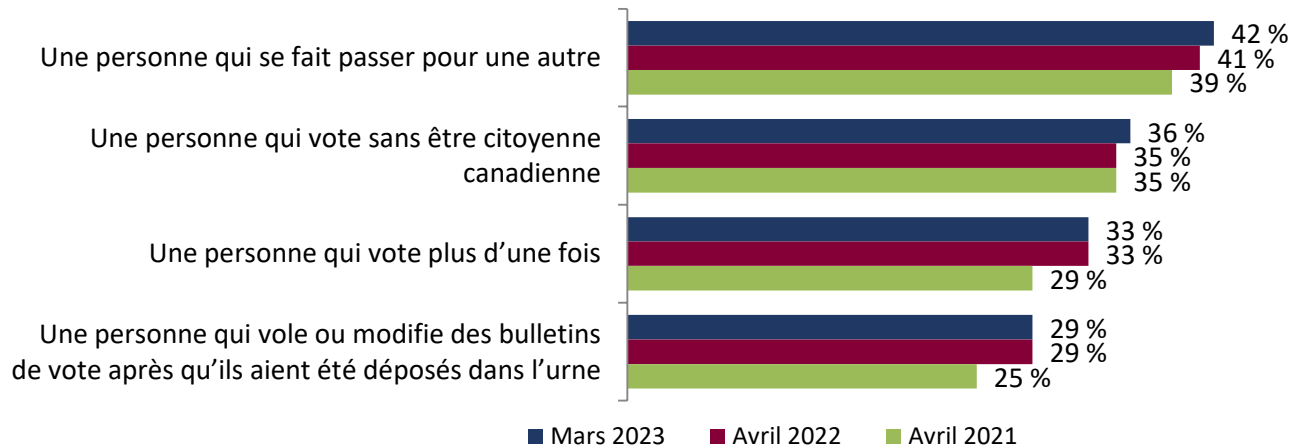
Les électeurs devaient indiquer la fréquence à laquelle ils pensent que différents types de fraude électorale se produisent lors des élections fédérales canadiennes.

En mars 2023, dans une proportion semblable à celle constatée en avril 2022, 2 électeurs sur 5 (42 %) pensent que des personnes se faisant passer pour d’autres est un type de fraude électorale qui se produit lors des élections fédérales canadiennes, 1 électeur sur 10 (9 %) pensant que cela se produit souvent, et 1 sur 3 (32 %) pensant que cela se produit parfois.

Un peu plus du tiers (36 %) des électeurs pense qu’il arrive souvent (9 %) ou parfois (27 %) qu’une personne vote sans être citoyenne canadienne, et le tiers (33 %) pense qu’il arrive souvent (8 %) ou parfois (25 %) qu’une personne vote plus d’une fois. La plus faible proportion (29 %) pense que le vol ou la modification de bulletins de vote après qu’ils aient été déposés dans l’urne est un type de fraude qui se produit souvent (6 %) ou parfois (23 %).

Les proportions n’ont guère varié depuis avril 2022.

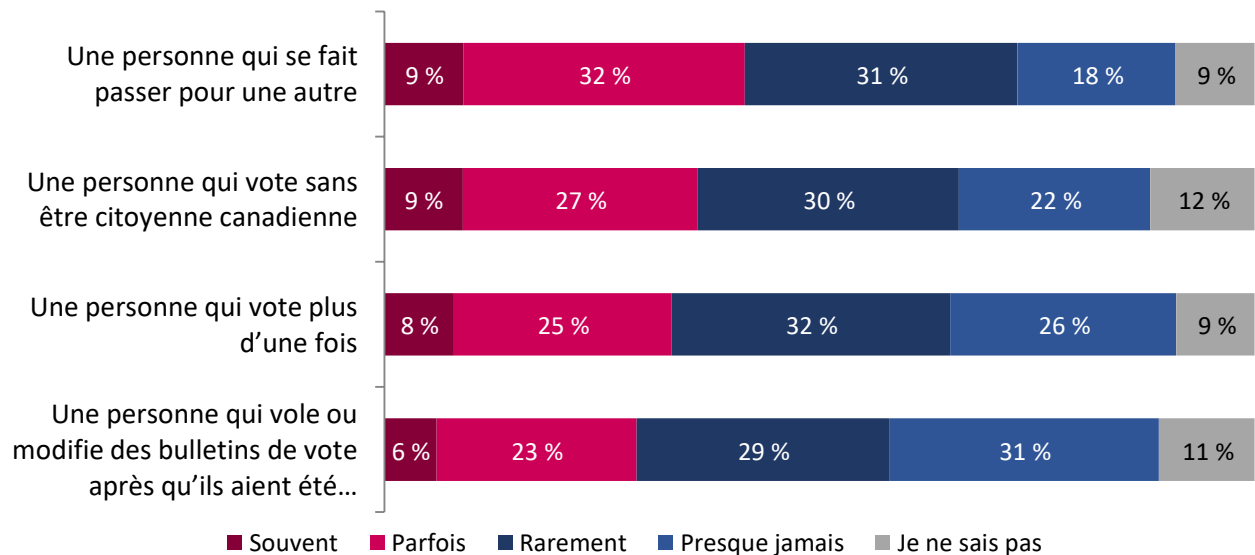
Figure 17 : Perception de la fréquence de certains types de fraude (suivi)



Q : En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : À des fins d'analyse, la fréquence totale a été calculée en additionnant le nombre de réponses « souvent » et « parfois ».

Figure 18 : Perception de la fréquence de certains types de fraude (résultats détaillés de mars 2023)



Q : En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne se fasse passer pour une autre lors des élections fédérales canadiennes :

- Les femmes (45 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les hommes (38 %).
- Les électeurs vivant au Québec (49 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux vivant en Colombie-Britannique (33 %) le sont moins.

- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (40 %).
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (38 %) le sont moins.
- Les répondants non immigrants (42 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les répondants immigrants (35 %) le sont moins.
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (70 %) et ceux en ayant quelques-unes (44 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (26 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (49 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (32 %).
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (44 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (39 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vote sans être citoyenne canadienne lors des élections fédérales canadiennes :

- Les électeurs de l'Alberta (43 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux des autres régions.
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (43 %) ou ayant fait des études collégiales (39 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (31 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (51 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs non autochtones (35 %).
- Les électeurs nés au Canada (36 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs immigrants (30 %).
- Les électeurs handicapés (43 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs non handicapés (35 %).
- Les votants occasionnels (40 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (34 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (66 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (22 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (41 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (29 %).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vote plus d'une fois lors des élections fédérales canadiennes :

- Les électeurs vivant au Québec (41 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux vivant en Colombie-Britannique (26 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (30 %).

- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (38 %) ou ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (37 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (28 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (48 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs non autochtones (32 %).
- Les électeurs nés au Canada (33 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs immigrants (26 %).
- Les votants occasionnels (41 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (30 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (41 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les personnes ayant voté en 2021 (30 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux en ayant une connaissance (31 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (64 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (17 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (25 %).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils aient été déposés dans l'urne lors des élections fédérales canadiennes :

- Les femmes (33 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les hommes (26 %).
- Les électeurs de 18 à 34 ans (39 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les 55 ans et plus (21 %).
- Les répondants vivant en Ontario (32 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux vivant en Colombie-Britannique (21 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (32 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (28 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (34 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (26 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (43 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les électeurs non autochtones (29 %).
- Les votants occasionnels (40 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (26 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (41 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les personnes ayant voté en 2021 (26 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux en ayant une connaissance (27 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (62 %) et ceux en ayant quelques-unes (32 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (12 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (36 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (21 %).

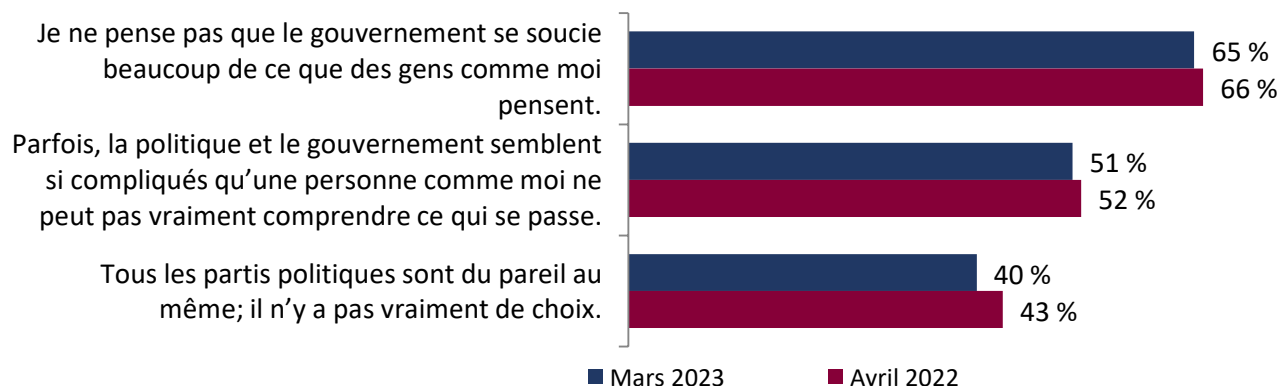
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (33 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (26 %) le sont moins.

Efficacité politique

En mars 2023, les deux tiers des électeurs (65 %) ne pensent pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que les gens comme eux pensent : 26 % sont fortement d'accord avec cet énoncé, et 39 % sont plutôt d'accord. Environ la moitié des électeurs canadiens (51 %) sont fortement d'accord (12 %) ou plutôt d'accord (39 %) pour dire que la politique et le gouvernement semblent parfois si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas comprendre ce qui se passe. Quatre électeurs sur 10 (40 %) sont d'accord pour dire que tous les partis politiques sont du pareil au même et qu'ils n'offrent pas vraiment de choix, 10 % étant fortement d'accord, et 31 % étant plutôt d'accord.

En comparaison avec les résultats d'avril 2022, une proportion significativement plus faible d'électeurs canadiens en mars 2023 est d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix (40 % par rapport à 43 %).

Figure 19 : Perception de l'efficacité politique (suivi)

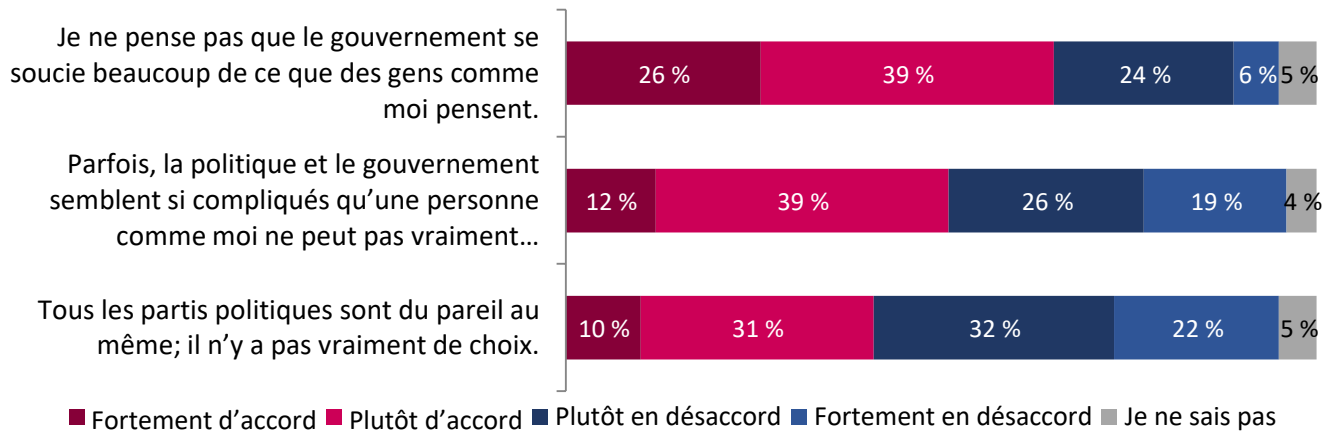


Q : En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : À des fins d'analyse, l'accord total a été calculé en additionnant le nombre de réponses « fortement d'accord » et « plutôt d'accord ».

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Figure 20 : Perception de l'efficacité politique (résultats détaillés de mars 2023)



Q : En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord que le gouvernement ne se soucie pas beaucoup de ce que les gens comme eux pensent :

- Les électeurs de 35 à 54 ans (68 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les électeurs de tous les autres groupes d'âge.
- Les répondants vivant en Alberta (74 %) ainsi qu'au Manitoba et en Saskatchewan (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux vivant au Québec (58 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait des études universitaires (59 %) le sont moins.
- Les répondants handicapés (73 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les répondants non handicapés (63 %).
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (69 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui s'y intéressent (63 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (87 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'en ayant aucune (53 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (58 %).
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui se sentent moins polarisés.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord que la politique et le gouvernement semblent parfois si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas vraiment comprendre ce qui se passe :

- Les femmes (57 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les hommes (45 %).
- Les répondants de 18 à 34 ans (62 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que les 55 ans et plus (45 %) le sont moins.

- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (57 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (49 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (63 %) ou ayant fait des études collégiales (55 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (44 %) le sont moins.
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (68 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui s'y intéressent (44 %).
- Les votants occasionnels (66 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants assidus (46 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (65 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les personnes ayant voté en 2021 (47 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (65 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux en ayant une connaissance (47 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (68 %) et ceux en ayant quelques-unes (56 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (37 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (58 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (43 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (63 %), ainsi que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (67 %), sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (48 %) le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (58 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui se sentent moins polarisés.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix :

- Les répondants de 35 à 54 ans (44 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que les 55 ans et plus (36 %) le sont moins.
- Les répondants du Canada atlantique (48 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux du Manitoba et de la Saskatchewan (34 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (47 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (38 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (48 %) ou ayant fait des études collégiales (45 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (34 %) le sont moins.
- Les électeurs immigrants (48 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les électeurs nés au Canada (39 %).
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (51 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui s'y intéressent (36 %).

- Les votants occasionnels (52 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants assidus (37 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (59 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les personnes ayant voté en 2021 (35 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (51 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux en ayant une connaissance (37 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (68 %) et ceux en ayant quelques-unes (43 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (24 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (48 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (30 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (51 %), ainsi que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (51 %), sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (38 %) le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (47 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui se sentent moins polarisés.

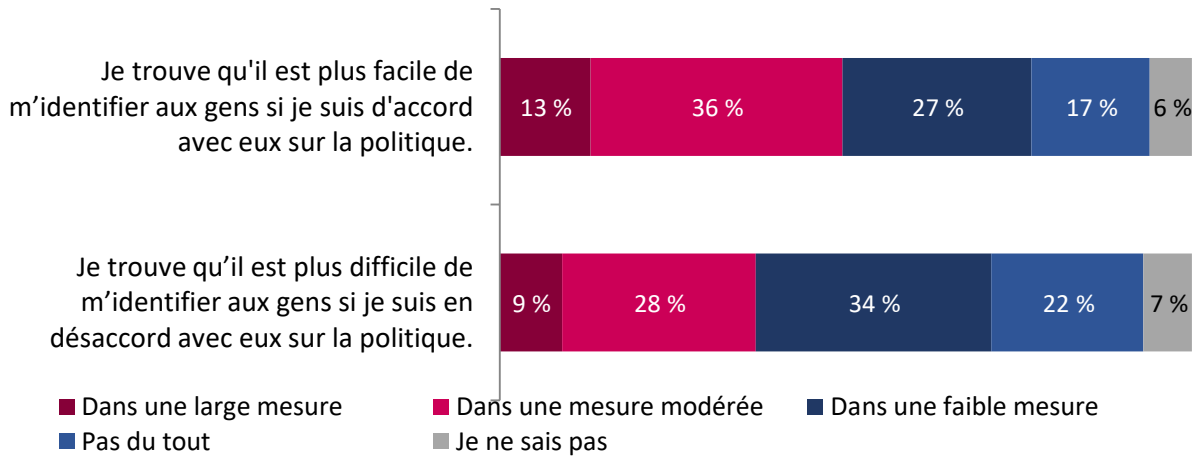
Polarisation affective

On a demandé aux répondants dans quelle mesure ils sont d'accord avec les deux énoncés suivants :

- Je trouve qu'il est plus facile de m'identifier aux gens si je suis d'accord avec eux sur la politique.
- Je trouve qu'il est plus difficile de m'identifier aux gens si je suis en désaccord avec eux sur la politique.

Les répondants ont plus souvent indiqué ressentir une affinité pour les gens avec qui ils sont d'accord sur la politique qu'une aversion pour ceux avec qui ils sont en désaccord : environ la moitié des répondants (49 %) affirment que dans une large mesure ou une mesure modérée, il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique, 13 % indiquant que c'est le cas dans une large mesure; et 38 % trouvent qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux sur la politique, 9 % indiquant que c'est le cas dans une large mesure.

Figure 21 : Perception de la facilité ou de la difficulté à s'identifier aux gens selon l'accord ou le désaccord sur la politique (résultats détaillés de mars 2023)



Q : En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

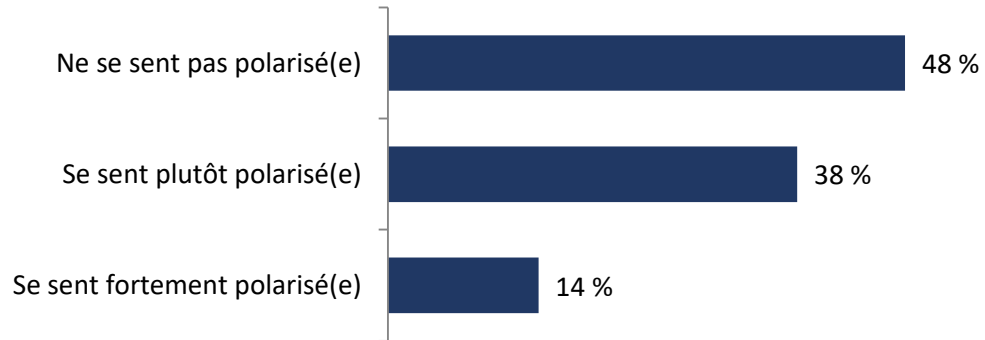
Remarque : Comme cette question a été ajoutée en mars 2023, aucune comparaison n'est possible.

Les réponses pour les deux énoncés ont été additionnées afin de mesurer la polarisation affective relativement à la politique, en postulant que plus une personne ressent une affinité pour les gens avec qui elle est d'accord sur la politique tout en ressentant une aversion pour ceux avec qui elle est en désaccord, plus elle est polarisée quant à la manière dont elle s'identifie aux autres sur le plan politique⁶.

Selon cette définition, près de la moitié des électeurs canadiens (48 %) ne se sentent pas polarisés quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens, c'est-à-dire qu'ils ne trouvent pas qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique ni qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. En revanche, une minorité d'électeurs (14 %) se sentent fortement polarisés, c'est-à-dire qu'ils trouvent qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique dans une mesure modérée ou une large mesure et qu'il est, dans une mesure comparable, plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. Plus du tiers des électeurs (38 %) se sentent plutôt polarisés, se situant entre les deux groupes.

⁶ Plus précisément, un score allant de 0 (« Pas du tout ») à 3 (« Dans une large mesure ») a été attribué à la réponse pour chaque énoncé, et les deux scores de chaque répondant ont été additionnés pour créer un score de polarisation affective total allant de 0 à 6. Un score de 5 ou 6 indique que le répondant se sent fortement polarisé, un score de 3 ou 4 indique qu'il se sent plutôt polarisé, et un score de 0 à 2 indique qu'il ne se sent pas polarisé.

Figure 22 : Polarisation affective



Q : En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes?

Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : Comme cette question a été ajoutée en mars 2023, aucune comparaison n'est possible.

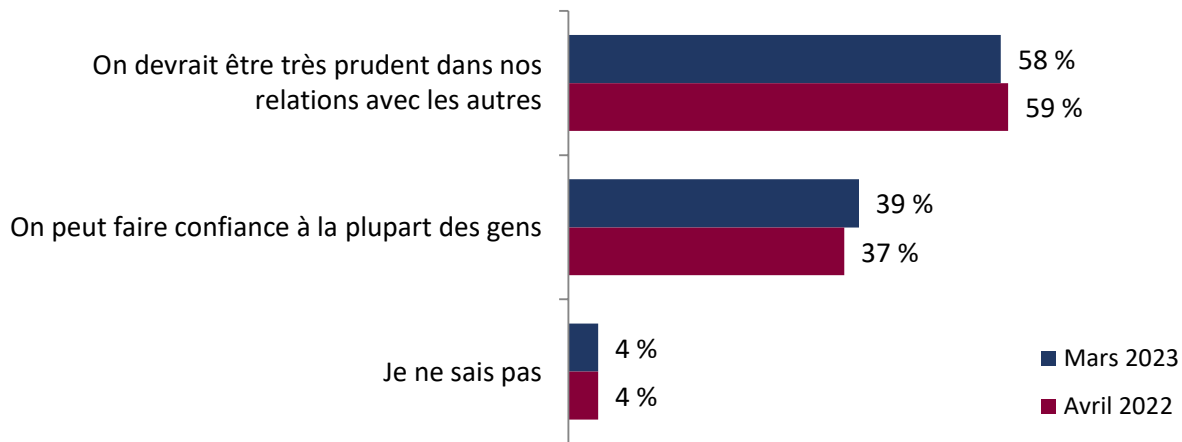
Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils ont un sentiment de polarisation dans la manière dont ils s'identifient aux autres sur le plan politique :

- Les répondants de 18 à 34 ans (17 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés, tandis que les 55 ans et plus (12 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (16 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés que ceux qui ne s'y intéressent pas (9 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (18 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (20 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés, tandis que ceux en ayant quelques-unes (10 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (10 %), sont moins susceptibles de se sentir fortement polarisés que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique mondiale.

Confiance envers les gens

Une majorité d'électeurs (58 %) affirme qu'en général, on doit être prudent dans nos relations avec les autres, tandis que près de 4 électeurs sur 10 (39 %) estiment qu'on peut faire confiance à la plupart des gens. Ces résultats n'ont guère varié depuis avril 2022.

Figure 23 : Confiance envers les gens



Q : En général, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, ou qu'on doit être très prudent dans nos relations avec les autres? Base : tous les répondants (n = 2 505).

Remarque : Cette question a été ajoutée à la deuxième vague, en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'on peut faire confiance à la plupart des gens :

- Les hommes (41 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que les femmes (36 %).
- Les répondants de 55 ans et plus (48 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les 18 à 34 ans (31 %) et les 35 à 54 ans (32 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (44 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (35 %) ou détenant au plus un diplôme d'études secondaires (29 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (44 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux qui ne s'y intéressent pas (26 %).
- Les votants assidus (43 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que les votants occasionnels (25 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection générale de 2021 (43 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux qui avaient le droit de vote, mais n'ont pas voté (26 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (42 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux n'en ayant pas (26 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (55 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les répondants en ayant quelques-unes (32 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (22 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (43 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des

nouvelles sur la politique canadienne (28 %), et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (20 %), le sont moins.

Croyances conspirationnistes liées au gouvernement

En mars 2023, les croyances conspirationnistes générales liées au gouvernement demeurent à un niveau semblable à celui d’avril 2022, avec moins de la moitié des répondants qui acceptent chacune des théories présentées comme étant probablement ou tout à fait vraie. La théorie voulant que certains événements importants soient le résultat de l’activité d’un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux est la plus acceptée (42 %) : 10 % des répondants pensent qu’elle est tout à fait vraie, et 32 % croient qu’elle est probablement vraie. Près du tiers des répondants (32 %) pensent que des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu (9 % affirment que cette théorie est tout à fait vraie, et 23 % affirment qu’elle est probablement vraie). Un électeur canadien sur 5 (20 %) pense que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l’autisme (6 % affirment que cette théorie est tout à fait vraie, et 14 % affirment qu’elle est probablement vraie).

Par rapport à avril 2022, des proportions similaires de répondants acceptent chacune des théories conspirationnistes comme étant vraie en mars 2023. Toutefois, une proportion significativement plus faible de répondants croit en mars 2023 qu’il est tout à fait faux que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l’autisme (45 % par rapport à 50 % en avril 2022).

Figure 24 : Croyances conspirationnistes (suivi)

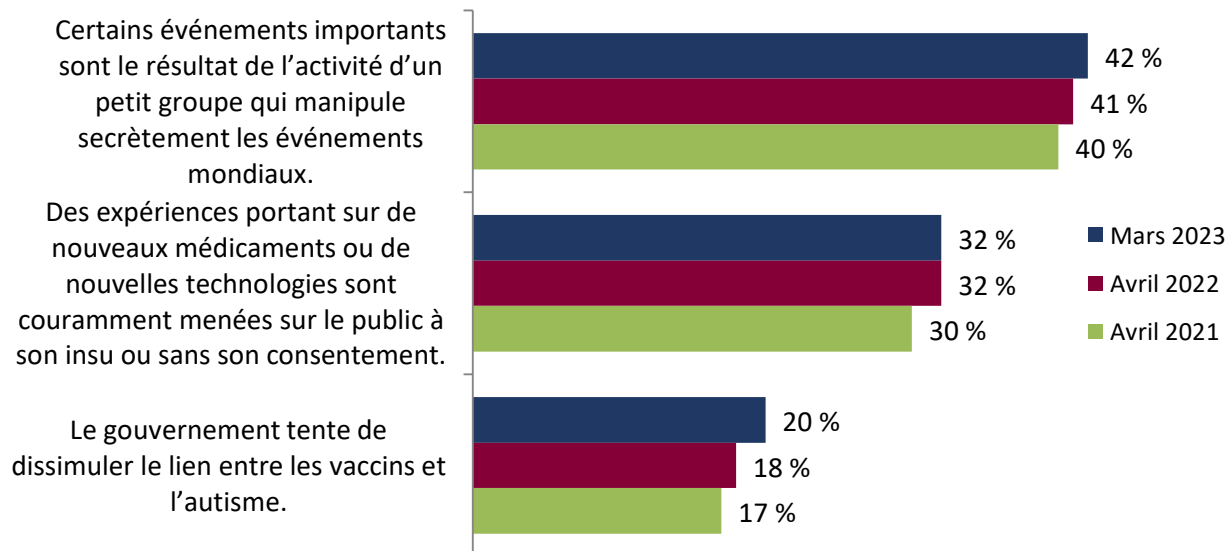
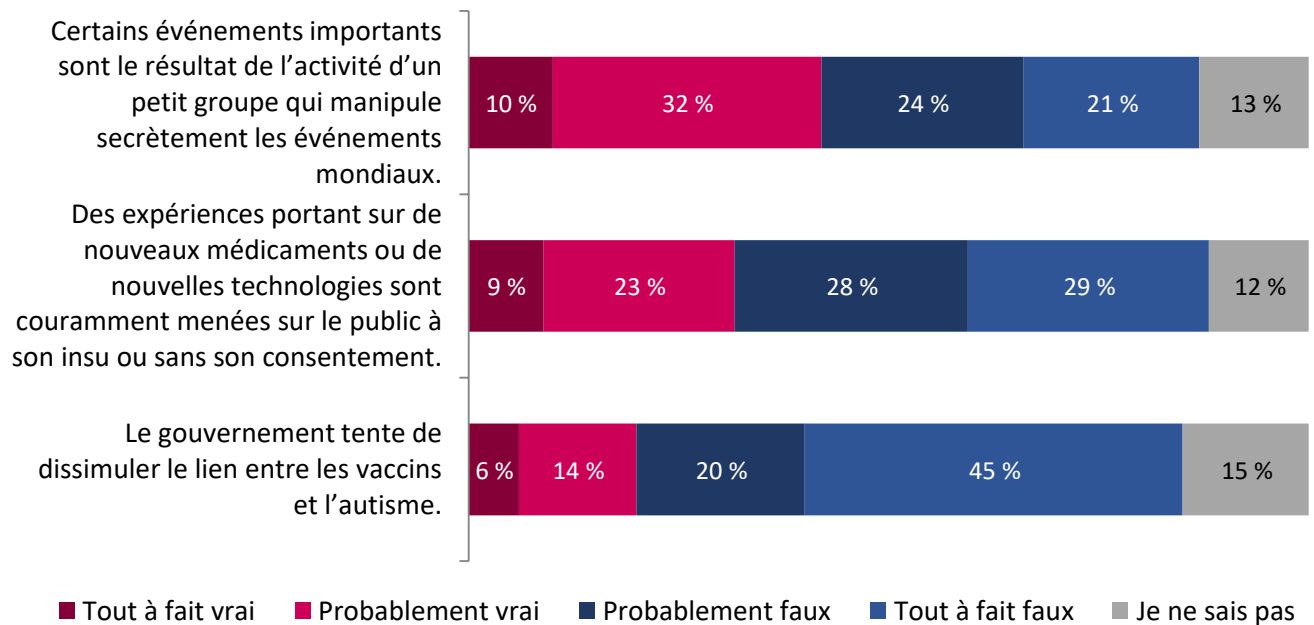


Figure 25 : Croyances conspirationnistes (résultats détaillés de mars 2023)



Q : On entend souvent des débats sur la question de savoir si le public est informé de toute la vérité sur diverses questions importantes. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que chaque affirmation est vraie ou fausse. Base : tous les répondants (n = 2 505).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il est tout à fait ou probablement vrai que certains événements importants sont le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux :

- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (45 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (40 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (48 %) ou ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (48 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (35 %) le sont moins.
- Les électeurs immigrants (47 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie ainsi que les électeurs nés au Canada (41 %).
- Les votants occasionnels (46 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les votants assidus (41 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (51 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux en ayant une connaissance (39 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (49 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux faisant en général confiance aux gens (33 %).

- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (47 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (39 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il est tout à fait ou probablement vrai que des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (38 %) et de 35 à 54 ans (36 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que les 55 ans et plus (25 %) le sont moins.
- Les électeurs de l'Ontario (36 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les électeurs du Québec (26 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (41 %) ou ayant fait des études collégiales (35 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux ayant fait des études universitaires (27 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (45 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les électeurs non autochtones (31 %).
- Les électeurs immigrants (40 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les électeurs nés au Canada (30 %).
- Les votants occasionnels (45 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les votants assidus (28 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (47 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux en ayant une connaissance (28 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (40 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux faisant en général confiance aux gens (21 %).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il est tout à fait ou probablement vrai que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (23 %) et de 35 à 54 ans (25 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que les 55 ans et plus (15 %) le sont moins.
- Les électeurs vivant en Ontario (23 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux vivant au Québec (15 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (23 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (19 %).
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (29 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (15 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (34 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les électeurs non autochtones (19 %).

- Les électeurs immigrants (26 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les électeurs non immigrants (18 %).
- Les votants occasionnels (33 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que les votants assidus (16 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (34 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux en ayant une connaissance (16 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (25 %) sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie que ceux faisant en général confiance aux gens (13 %).
- Les répondants qui se sentent plutôt (23 %) ou fortement (26 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles d'accepter cette affirmation comme étant vraie, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (17 %) le sont moins.

Les répondants sont classés en trois catégories : ceux qui ont de fortes croyances conspirationnistes, ceux qui en ont quelques-unes, et ceux qui n'en ont aucune. Les répondants qui ont accepté tous les énoncés susmentionnés comme étant probablement ou tout à fait vrais ou qui ont accepté deux de ces énoncés comme étant tout à fait vrais sont définis comme ayant de fortes croyances conspirationnistes. Ceux qui ont rejeté tous ces énoncés en affirmant qu'ils étaient probablement ou tout à fait faux entrent dans la catégorie des répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste. Tous les autres sont définis comme ayant quelques croyances conspirationnistes. Selon ces définitions, 16 % des répondants de mars 2023 ont de fortes croyances conspirationnistes, 48 % ont quelques croyances conspirationnistes, et 36 % n'ont aucune croyance conspirationniste.

Annexe

A.1 Méthodologie quantitative

La présente recherche quantitative a été réalisée au moyen de sondages en ligne à l'aide d'un système d'entrevue Web assistée par ordinateur.

En tant que membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC), Léger applique les lignes directrices les plus rigoureuses en matière de recherche quantitative. Le sondage a été réalisé dans le respect des normes du gouvernement du Canada pour la recherche sur l'opinion publique (série D, recherche quantitative).

On a assuré aux répondants que la participation était volontaire, confidentielle et anonyme. Comme dans toutes les études menées par Léger, tout renseignement permettant d'identifier les participants a été retiré des données, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Le questionnaire se trouve à l'annexe A.2.

A.1.1 Procédure d'échantillonnage

Entrevue Web assistée par ordinateur

Léger a réalisé un sondage auprès d'un panel en ligne formé d'adultes canadiens. Au total, 2 505 personnes y ont répondu. La distribution exacte est présentée à la prochaine section. La sélection des participants s'est faite de façon aléatoire à partir du panel en ligne LEO de Léger.

Léger possède et gère un panel en ligne de plus de 400 000 Canadiens de partout au pays. Un panel en ligne se compose d'internautes choisis selon différentes variables sociodémographiques. La majorité des membres (61 %) ont été recrutés aléatoirement au téléphone dans les dix dernières années, de sorte que le panel représente assez bien la population canadienne actuelle selon de nombreux facteurs démographiques.

A.1.2 Collecte des données

Le sondage s'est déroulé du 1^{er} au 7 mars 2023. Le taux de participation au sondage a été de 15 %. Un essai préliminaire a été réalisé auprès de 89 personnes le 1^{er} mars 2023.

Pour assurer la qualité des données de chaque sous-groupe, un échantillon composé de 2 505 personnes habiles à voter de partout au pays a été sondé.

Comme un échantillon provenant d'un panel en ligne n'est pas probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur pour ce sondage. Les répondants ont été choisis parmi les personnes qui se sont portées volontaires / se sont inscrites pour participer à des sondages en ligne. Il est statistiquement impossible d'extrapoler les résultats de tels sondages à la population cible. Les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique de la population cible. Puisque l'échantillon est composé à partir de personnes qui se sont elles-mêmes portées volontaires, il n'est pas possible de calculer les erreurs d'échantillonnage.

Léger s’est basé sur les données du Recensement du Canada de 2021 de Statistique Canada pour pondérer les résultats du sondage en fonction de l’âge et du genre dans chaque région.

Le tableau suivant présente la distribution géographique des répondants. L’échantillon de référence visait à représenter autant que possible la distribution réelle de la population canadienne.

Tableau A.1 : Distribution géographique des répondants

| Région | Nombre de répondants |
|---------------------------|----------------------|
| Atlantique | 351 |
| Québec | 400 |
| Ontario | 700 |
| Manitoba/Saskatchewan | 349 |
| Alberta | 347 |
| Colombie-Britannique | 350 |
| Territoires du Nord-Ouest | 8 |
| Total | 2 505 |

A.1.3 Taux de participation

Le taux de participation global est de 12,4 %.

Le calcul du taux de participation est présenté ci-après. Le taux de réponse global est de 16 %. Ce chiffre est calculé à partir de la formule suivante : taux de participation / taux de réponse = $R \div (U + IS + R)$. Le tableau ci-dessous présente le calcul en détail.

Tableau A.2 : Calcul du taux de participation

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Cas non valides | 173 |
| Invitation envoyée par erreur à une personne qui ne correspondait pas au profil recherché | 173 |
| Adresse courriel incomplète ou manquante | 0 |
| Cas en suspens (U) | 18 103 |
| Message retourné | 7 |
| Invitation par courriel laissée sans réponse | 18 096 |
| Cas admissibles sans réponse (IS) | 139 |
| Absence de réponse | 0 |
| Refus | 55 |
| Barrière linguistique | 0 |
| Répondant choisi non disponible (maladie; congé; vacances; autre) | 0 |
| Interruption anticipée | 84 |
| Unités répondantes (R) | 2 581 |
| Rejet – quota atteint | 73 |
| Sondage rempli rejeté pour d’autres motifs | 5 |
| Sondage réalisé | 2 503 |

RÉPONDANTS POTENTIELS (U + IS + R)**20 823****Taux de participation****12,4 %**

Les taux de participation pour les sondages en ligne se situent généralement entre 20 % et 30 %. Un taux de 12,4 % peut paraître bas, mais compte tenu de la courte période allouée à la réalisation du sondage, nous avons dû envoyer plus d'invitations aux membres du panel pour atteindre nos objectifs, ce qui a eu un effet sur le taux de participation. Le taux de participation est semblable à celui de la première vague réalisée en 2021.

A.1.4 Échantillon pondéré et non pondéré

Nous avons effectué une comparaison de base entre la taille de l'échantillon pondéré et celle de l'échantillon non pondéré pour vérifier s'il est possible qu'un taux de réponse moins élevé chez certains sous-groupes démographiques entraîne un biais de non-réponse (voir les tableaux suivants).

Le tableau ci-dessous présente la distribution géographique des répondants, avant et après la pondération des données. La pondération a permis de corriger quelques écarts attribuables aux quotas qui ont dû être appliqués pour certaines régions, comme le Canada atlantique et les Prairies, afin d'avoir un échantillon de taille suffisante dans ces régions. Ainsi, le poids des données pour ces régions est légèrement réduit, et celui du Québec et de l'Ontario, légèrement augmenté.

Tableau A.3 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon la région

| Région | Échantillon non pondéré | Échantillon pondéré |
|---------------------------|-------------------------|---------------------|
| Atlantique | 351 | 168 |
| Québec | 400 | 576 |
| Ontario | 700 | 967 |
| Manitoba/Saskatchewan | 349 | 161 |
| Alberta | 347 | 278 |
| Colombie-Britannique | 350 | 348 |
| Territoires du Nord-Ouest | 8 | 7 |
| Total | 2 505 | 2 505 |

Les tableaux suivants présentent la distribution démographique des répondants en fonction du genre et de l'âge.

Pour ce qui est du genre, on peut remarquer que la pondération a permis d'ajuster légèrement la proportion d'hommes et de femmes. Ces ajustements de pondération sont mineurs, et il n'y a aucune raison de croire que les petits écarts observés dans l'échantillon réel pourraient avoir entraîné un biais de non-réponse.

Tableau A.4 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon le genre

| Genre | Échantillon non pondéré | Échantillon pondéré |
|--------------|-------------------------|---------------------|
| Homme | 1 229 | 1 220 |
| Femme | 1 267 | 1 276 |
| Total | 2 496* | 2 496* |

*Ce total est inférieur au total de 2,505 répondants, avec l'écart représentatif des réponses d' « Autre » et « Je préfère ne pas répondre ».

Pour ce qui est de la distribution en fonction de l'âge, la pondération a aussi permis de corriger quelques écarts mineurs. La distribution réelle de l'échantillon suit généralement celle des groupes d'âge dans la population réelle. Dans ce cas-ci, il est peu probable que la distribution de l'échantillon ait causé un biais de non-réponse pour un groupe d'âge en particulier. Comme les écarts étaient minimes, la pondération a permis de corriger le poids des données sans qu'il soit nécessaire de faire d'autres manipulations.

Tableau A.5 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon le groupe d'âge

| Groupe d'âge | Échantillon non pondéré | Échantillon pondéré |
|----------------|-------------------------|---------------------|
| 18 à 34 ans | 596 | 669 |
| 35 à 54 ans | 811 | 806 |
| 55 ans et plus | 1 098 | 1 030 |
| Total | 2 505 | 2 505 |

Rien dans les données ne laisse croire qu'une distribution différente selon l'âge ou le genre avant la pondération aurait changé les résultats du sondage de façon significative. Les facteurs de pondération relativement faibles (voir ci-après) et les écarts entre les réponses des différents sous-groupes suggèrent que la qualité des données n'a pas souffert. La pondération a permis de corriger le déséquilibre initial pour permettre l'analyse des données sans qu'il soit nécessaire de faire d'autres manipulations.

Les facteurs de pondération appliqués à la base de données en fonction du profil du répondant figurent dans les tableaux suivants.

Tableau A.6 : Facteurs de pondération en fonction du profil

| Genre | Région | Âge | Pondération |
|-------|-------------------------------------|----------------|-------------|
| Homme | Colombie-Britannique et territoires | 18 à 24 ans | 0,7036 |
| | | 25 à 34 ans | 1,2050 |
| | | 35 à 44 ans | 1,1420 |
| | | 45 à 54 ans | 1,0586 |
| | | 55 à 64 ans | 1,1747 |
| | | 65 ans et plus | 1,6115 |
| | Alberta | 18 à 24 ans | 0,6049 |
| | | 25 à 34 ans | 1,0033 |
| | | 35 à 44 ans | 1,0819 |
| | | 45 à 54 ans | 0,9115 |
| | | 55 à 64 ans | 0,8983 |
| | | 65 ans et plus | 0,9914 |
| | Manitoba/Saskatchewan | 18 à 24 ans | 0,3823 |

| | | | |
|----------------|-------------------------------------|----------------|--------|
| | | 25 à 34 ans | 0,5589 |
| | | 35 à 44 ans | 0,5456 |
| | | 45 à 54 ans | 0,4782 |
| | | 55 à 64 ans | 0,5303 |
| | | 65 ans et plus | 0,6584 |
| | Ontario | 18 à 24 ans | 2,1192 |
| | | 25 à 34 ans | 3,3074 |
| | | 35 à 44 ans | 2,9929 |
| | | 45 à 54 ans | 2,9760 |
| | | 55 à 64 ans | 3,2772 |
| | | 65 ans et plus | 4,0270 |
| | Québec | 18 à 24 ans | 1,0850 |
| | | 25 à 34 ans | 1,7944 |
| | | 35 à 44 ans | 1,8835 |
| | | 45 à 54 ans | 1,7539 |
| | | 55 à 64 ans | 2,0655 |
| | | 65 ans et plus | 2,6936 |
| | Canada atlantique | 18 à 24 ans | 0,3232 |
| | | 25 à 34 ans | 0,4643 |
| | | 35 à 44 ans | 0,4638 |
| | | 45 à 54 ans | 0,5166 |
| 55 à 64 ans | | 0,6304 | |
| 65 ans et plus | | 0,8496 | |
| Femme | Colombie-Britannique et territoires | 18 à 24 ans | 0,6627 |
| | | 25 à 34 ans | 1,1949 |
| | | 35 à 44 ans | 1,1755 |
| | | 45 à 54 ans | 1,1361 |
| | | 55 à 64 ans | 1,2613 |
| | | 65 ans et plus | 1,8419 |
| | Alberta | 18 à 24 ans | 0,5662 |
| | | 25 à 34 ans | 1,0078 |
| | | 35 à 44 ans | 1,0900 |
| | | 45 à 54 ans | 0,9042 |
| | | 55 à 64 ans | 0,9135 |
| | | 65 ans et plus | 1,1221 |
| | Manitoba/Saskatchewan | 18 à 24 ans | 0,3501 |
| | | 25 à 34 ans | 0,5518 |
| | | 35 à 44 ans | 0,5532 |
| | | 45 à 54 ans | 0,4834 |
| | | 55 à 64 ans | 0,5437 |
| | | 65 ans et plus | 0,7759 |
| | Ontario | 18 à 24 ans | 1,9659 |
| | | 25 à 34 ans | 3,2647 |

| | | | |
|----------------|-------------------|----------------|--------|
| | | 35 à 44 ans | 3,1814 |
| | | 45 à 54 ans | 3,1905 |
| | | 55 à 64 ans | 3,4634 |
| | | 65 ans et plus | 4,8329 |
| | Québec | 18 à 24 ans | 1,0393 |
| | | 25 à 34 ans | 1,7768 |
| | | 35 à 44 ans | 1,8885 |
| | | 45 à 54 ans | 1,7373 |
| | | 55 à 64 ans | 2,1039 |
| | | 65 ans et plus | 3,1964 |
| | Canada atlantique | 18 à 24 ans | 0,2995 |
| | | 25 à 34 ans | 0,4650 |
| | | 35 à 44 ans | 0,4964 |
| | | 45 à 54 ans | 0,5484 |
| | | 55 à 64 ans | 0,6678 |
| 65 ans et plus | | 0,9837 | |

Tableau A.7 : Facteurs de pondération en fonction de la province et du territoire

| Province ou territoire | Pondération |
|---------------------------|-------------|
| Colombie-Britannique | 13,8783 |
| Alberta | 11,0950 |
| Saskatchewan | 2,9165 |
| Manitoba | 3,4955 |
| Ontario | 38,5984 |
| Québec | 23,0182 |
| Nouveau-Brunswick | 2,1532 |
| Nouvelle-Écosse | 2,6997 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0,4218 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,4340 |
| Territoires du Nord-Ouest | 0,1044 |
| Yukon et Nunavut | 0,1850 |

A.2 Questionnaire

Sondage de suivi sur des questions électorales – Vague 3

Veillez, s’il vous plaît, choisir la langue dans laquelle vous souhaitez répondre au sondage.

- English/Anglais
- French/Français

Nous vous remercions d’accepter de participer à ce court sondage réalisé par Léger pour le compte d’Élection Canada. Ce sondage vise à comprendre vos opinions honnêtes sur la confiance dans les élections et les autres institutions au Canada. Ce sondage ne devrait pas prendre plus de 8 minutes à remplir. La participation au sondage est volontaire et vos réponses demeureront strictement confidentielles.

Tout renseignement personnel recueilli est sujet à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sera traité en toute confidentialité. En participant à ce sondage, vous consentez à ce que vos réponses soient utilisées à des fins statistiques et de recherche. En aucun cas Élections Canada n’utilisera vos réponses afin de vous identifier, et aucune des opinions exprimées ne vous sera attribuée personnellement. La base de données de toutes les réponses est anonyme, mais elle pourrait être transmise à des chercheur(e)s externes à la stricte condition que tout renseignement personnel ne soit diffusé ou rendu public.

Cliquez [<ici>](#) si vous souhaitez contacter Élections Canada pour vérifier l’authenticité de ce sondage.

Pour en savoir plus sur la politique de confidentialité de Léger, cliquez [<ici>](#).

1. Citizen

Êtes-vous citoyen(ne) canadien(ne)?

- 01. Oui
- 02. Non [METTRE FIN]

2. YOB

En quelle année êtes-vous né(e)?

Noter l’année : [NOMBRE]

99. Je préfère ne pas répondre [METTRE FIN]

[Si Q2>=2006, METTRE FIN]

[Afficher si Q2=2005]

3. Eighteen

Avez-vous 18 ans?

01. Oui
02. Non [METTRE FIN]

4. ProvTerr

Dans quelle province ou quel territoire vivez-vous?

01. Alberta
02. Colombie-Britannique
03. Manitoba
04. Nouveau-Brunswick
05. Terre-Neuve-et-Labrador
06. Territoires du Nord-Ouest
07. Nouvelle-Écosse
08. Nunavut
09. Ontario
10. Île-du-Prince-Édouard
11. Québec
12. Saskatchewan
13. Yukon
14. J'habite en dehors du Canada [METTRE FIN]

5. Gender

Pour les fins de ce sondage, pourriez-vous s'il vous plaît fournir votre genre ?

01. Femme
02. Homme
96. Ou autre, veuillez préciser : [TEXTE]
99. Je préfère ne pas répondre

6. MainNews

En général, laquelle de ces sources médiatiques est votre principale source d'information ?

[ORDRE ALÉATOIRE : 01-06]

01. Les journaux ou les magazines imprimés
02. Les sites Web d'actualités ou les applications en ligne
03. La télévision
04. La radio
05. Les médias sociaux : surtout les publications de mes amis ou de membres de ma famille
06. Les médias sociaux : surtout des publications d'organismes de presse ou de journalistes
07. Autres contenus d'information en ligne (vidéos, podcasts, influenceurs)
96. Autre. Veuillez spécifier : [TEXTE]
97. Aucune, je ne suis pas les nouvelles

98. Je ne sais pas / Refuse

7. NewsOrigin

En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde ?

[Grille]

[Lignes]

- a. Politique canadienne
- b. Politique des États-Unis
- c. Politique mondiale

[Colonnes]

- 01. Très souvent
- 02. Assez souvent
- 03. Assez rarement
- 04. Très rarement
- 98. Ne sait pas

8. Polinterest

En règle générale, dans quelle mesure êtes-vous intéressé(e) par la politique ?

- 01. Très intéressé(e)
- 02. Plutôt intéressé(e)
- 03. Peu intéressé(e)
- 04. Pas du tout intéressé(e)
- 98. Je ne sais pas

[Alterner KnowProvPowers et KnowFedPowers]

9. KnowProvPowers

À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu l'éducation?

- 01. Gouvernement fédéral
- 02. Gouvernement provincial
- 03. Gouvernement municipal
- 98. Je ne sais pas

10. KnowFedPowers

À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu la défense?

- 01. Gouvernement fédéral

- 02. Gouvernement provincial
- 03. Gouvernement municipal
- 98. Je ne sais pas

11. Confidence

Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions canadiennes suivantes ?

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE]

- a. Le gouvernement provincial
- b. Le gouvernement fédéral
- c. La police
- d. Les grandes entreprises/sociétés
- e. Élections Canada
- f. Les médias
- g. Les plateformes de médias sociaux

[COLONNES]

- 01. Beaucoup confiance
- 02. Assez confiance
- 03. Peu confiance
- 04. Pas confiance
- 98. Je ne sais pas

12. GÉfairness

En pensant aux élections fédérales en général, dans quelle mesure diriez-vous qu'Élections Canada gère les élections de façon équitable ou inéquitable?

- 01. Très équitable
- 02. Plutôt équitable
- 03. Plutôt inéquitable
- 04. Très inéquitable
- 98. Je ne sais pas

[SI GÉfairness = 03, 04]

13. ReasonUnfair

Avez-vous une raison particulière de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable?

[QUESTION OUVERTE]

- 97. Aucune raison particulière
- 98. Je ne sais pas

99. Je préfère ne pas répondre

14. TrustElectionChanges

[Échantillon fractionné: A et B]

A. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

- 01. Fortement d'accord
- 02. Plutôt d'accord
- 03. Plutôt en désaccord
- 04. Fortement en désaccord
- 98. Je ne sais pas

B. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

- 01. Fortement d'accord
- 02. Plutôt d'accord
- 03. Plutôt en désaccord
- 04. Fortement en désaccord
- 98. Je ne sais pas

15. InterferenceImpact

D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection?

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE LES ÉLÉMENTS a à d]

- a. Le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection.
- b. Les pays ou les groupes étrangers qui utilisent les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens.

- c. La diffusion de fausses informations en ligne.
- d. Les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne.

[COLONNES]

- 01. Impact majeur
- 02. Impact modéré
- 03. Impact mineur
- 04. Aucun impact
- 98. Je ne sais pas

16. FraudPerception

[ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : A et B]

- A. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du système électoral au Canada?

[Alterner 01 et 02]

- 01. Le vote est vulnérable à la fraude
- 02. Le vote est sûr et fiable
- 98. Je ne sais pas

- B. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du vote par la poste au Canada?

[Alterner 01 et 02]

- 01. Le vote par la poste est vulnérable à la fraude
- 02. Le vote par la poste est sûr et fiable
- 98. Je ne sais pas

17. FraudFrequency

En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes ?

[GRILLE]

[RANGÉES ; ALTERNER]

- 01 Une personne qui vote sans être citoyenne canadienne
- 02 Une personne qui vote plus d'une fois
- 03 Une personne qui vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils aient été déposés dans l'urne
- 04 Une personne qui se fait passer pour une autre

[COLONNES]

- 01. Souvent
- 02. Parfois
- 03. Rarement
- 04. Presque jamais
- 98 Je ne sais pas

18. Political Efficacy

En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

[Grille]

[Rangées; ordre aléatoire]

- a. Tous les partis politiques sont du pareil au même; il n'y a pas vraiment de choix.
- b. Je ne pense pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que des gens comme moi pensent.
- c. Parfois, la politique et le gouvernement semblent si compliqués qu'une personne comme moi ne peut vraiment pas comprendre ce qui se passe.

[Colonnes]

- 01. Fortement d'accord
- 02. Plutôt d'accord
- 03. Plutôt en désaccord
- 04. Fortement en désaccord
- 98. Je ne sais pas

19. Affective Polarization

En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

[Grille]

[Rangées aléatoires].

- a. Je trouve qu'il est plus facile de m'identifier aux gens si je suis d'accord avec eux sur la politique.
- b. Je trouve qu'il est plus difficile de m'identifier aux gens si je suis en désaccord avec eux sur la politique.

[Colonnes]

- 03. Dans une large mesure
- 02. Dans une mesure modérée

- 01. Dans une faible mesure
- 00. Pas du tout
- 98. Je ne sais pas

20. TrustPeople

En général, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, ou qu'on doit être très prudent dans nos relations avec les autres?

- 01. On peut faire confiance à la plupart des gens
- 02. On devrait être très prudent dans nos relations avec les autres
- 98. Je ne sais pas

21. ConspiracyBeliefs

On entend souvent des débats sur la question de savoir si le public est informé de toute la vérité sur diverses questions importantes. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que chaque affirmation est vraie ou fausse.

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE]

- a. Certains événements importants sont le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux.
- b. Des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement.
- c. Le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme.

[COLONNES]

- 01. Tout à fait vrai
- 02. Probablement vrai
- 03. Probablement faux
- 04. Tout à fait faux
- 98. Je ne sais pas

22. Area

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la région où vous habitez?

- 01. Région urbaine ou suburbaine
- 02. Région rurale ou petite ville
- 99. Je préfère ne pas répondre

23. Education

Quel est le niveau d'études le plus élevé que vous avez atteint ?

01. Une partie de l'école primaire
02. Niveau primaire terminé
03. Une partie de l'école secondaire
04. Diplôme d'études secondaires
05. Quelques cours de collège /formation professionnelle/école de métier/cours commercial/Cégep
06. Diplôme au collège/formation professionnelle/école de métier/cours commercial/Cégep
07. Quelques cours universitaires (aucun grade ou diplôme obtenu)
08. Diplôme universitaire de premier cycle (diplôme ou baccalauréat)
09. Études supérieures ou postdoctorales/école professionnelle (maîtrise, doctorat ou autre diplôme professionnel)
97. Autre. Veuillez préciser : [TEXTE]
98. Je ne sais pas
99. Je préfère ne pas répondre

24. Employment

Laquelle des situations suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle ?

01. Employé(e) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine
02. Employé(e) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine
03. Travailleur(se) autonome
- SUPPRIMÉ05. Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi
06. Étudiant(e)
07. Formation professionnelle (p. ex., formation d'apprenti)
08. À la retraite
09. Proche aidant ou personne au foyer
10. Ne travaille pas en raison d'une maladie ou d'un handicap, ou ne cherche pas de travail
11. Ne travaille pas temporairement (p. ex., congé parental, travailleur saisonnier, en cours de changement d'emploi)
97. Autre, veuillez préciser : [TEXTE]
99. Je préfère ne pas répondre

25. Indigenous

Êtes-vous membre d'une Première Nation, Métis ou Inuit?

01. Non, pas membre d'une Première Nation, Métis ou Inuit
02. Oui, membre d'une Première Nation
03. Oui, Métis
04. Oui, Inuit
99. Je préfère ne pas répondre

[Cacher si Indigenous=02-04]

26. Immigrant

Êtes-vous un immigrant au Canada?

- 01. Non, je suis né citoyen canadien
- 02. Oui, je suis né dans un autre pays et je suis devenu citoyen avant 2016
- 03. Oui, je suis né dans un autre pays et je suis devenu citoyen en 2016 ou après
- 99. Je préfère ne pas répondre

27. Disability

Avez-vous un handicap?

- 01. Oui
- 02. Non
- 99. Je préfère ne pas répondre

28. PastVoting

À chaque élection, beaucoup de gens ne votent pas ou ne peuvent pas voter pour diverses raisons. En pensant aux différentes élections qui ont eu lieu depuis que vous avez le droit de vote, avez-vous voté à aucune élection, certaines, la plupart ou à toutes les élections?

- 01. Aucune élection
- 02. Certaines élections
- 03. La plupart des élections
- 04. Toutes les élections
- 98. Je ne sais pas/je ne me souviens pas

[Cacher si YOB > 2003 ou PastVoting=01]

29. VotedLastGE

L'élection fédérale la plus récente a eu lieu le 20 septembre 2021. Lequel des énoncés suivants vous décrit le mieux?

- 01. Je n'ai pas voté à l'élection fédérale de 2021
- 02. J'ai pensé à aller voter cette fois-ci, mais je n'ai pas voté
- 03. J'ai l'habitude de voter, mais je n'ai pas voté cette fois-ci
- 04. Je suis certain que j'ai voté à l'élection fédérale de 2021
- 98. Je ne sais pas/je ne me souviens pas
- 99. Je n'avais pas le droit de voter en septembre 2021

PAGE DE FERMETURE EN LIGNE

Voilà qui conclut l'enquête. Ce sondage a été réalisé pour le compte d'Élections Canada. Nous vous remercions pour votre rétroaction réfléchie. C'est très apprécié.

Si vous avez des questions au sujet de ce sondage, veuillez communiquer avec Élections Canada :

[Contactez Élections Canada](#)

Si vous avez des raisons de croire que vos renseignements personnels ne sont pas traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, vous avez le droit de porter plainte auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada :

Numéro sans frais : 1-800-282-1376

TTY : (819) 994-6591

Web : Allez à www.priv.gc.ca, « Signaler un problème »